LA LETTRE DIPLOMATIQUE
THE DIPLOMATIC LETTER
ISSN 0990-770X

DOSSIER SPÉCIAL
RUSSIE

« La Russie a toujours vu en la France un partenaire important »

Entretiens Contributions Articles

Entretien avec
S.E.M. Alexey MESHKOV,
Ambassadeur de la Fédération de Russie en France

paru dans le n°121

Alors que la Russie et la France ont célébré en 2017 le 300ème anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques, 2018 devrait marquer une année charnière pour le resserrement des liens entre les deux pays. Signe que le dialogue politique reste plus que jamais indispensable, le Forum économique de Saint-Pétersbourg, qui se tiendra du 24 au 26 mai, a prévu d'accueillir comme invité d'honneur le Président Emmanuel Macron. Un mois après la réélection du Président Vladimir Poutine pour un 4ème mandat, l'ancien Vice-Ministre des Affaires étrangères et nouvel Ambassadeur de la Fédération de Russie en France, S.E.M. Alexey Meshkov revient pour nous sur les enjeux de cette dynamique et de la politique étrangère russe.

La Lettre Diplomatique : Monsieur l'Ambassadeur, le Président Vladimir Poutine s'est présenté comme candidat indépendant à un 4ème mandat à la tête de la Fédération de Russie. Tenant compte des résultats du scrutin du 18 mars 2018, quelle analyse faites-vous de sa longévité au pouvoir ? Quels facteurs peuvent, selon vous, expliquer qu'il reste la seule alternative pour diriger votre pays ?

S.E.M. Alexey MESHKOV : C'est une question facile qui n'est, d'ailleurs, pas de savoir s'il existe ou non des alternatives. Huit candidats briguaient la présidence de la Fédération, représentant les courants idéologiques les plus divers, allant du libéralisme au communisme. En Russie, chaque citoyen a la liberté de choisir celui ou celle qu'il préfère en fonction de ses convictions.

La politique conduite par le Président Vladimir Poutine a reçu le soutien de la grande majorité de la population. Cette popularité n'est pas du tout le fruit d'une quelconque propagande, contrairement à l'image caricaturale présentée par certains de nos détracteurs. La Russie n'est pas l'URSS (*ndlr*, Union des républiques socialistes soviétiques). C'est un pays des libertés, où la censure n'existe pas et où les gens ont un libre accès à toute information.

Afin de cerner les raisons qui expliquent pourquoi les Russes manifestent une aussi grande confiance à l'égard du Président en exercice, il faut connaître l'histoire récente de la Russie, à commencer par se rappeler de l'état dans lequel se trouvait le pays dans les années 1990 : une paupérisation massive, la recrudescence des attitudes séparatistes, un déchaînement de la corruption et du banditisme, ou encore les humiliations subies sur la scène internationale. Je pense que les gens réalisent ou, tout au moins, qu'ils ont la sensation, que Vladimir Poutine a su endiguer le chaos dans lequel le pays était en train de sombrer tout en préservant et en consolidant les acquis démocratiques fondamentaux. Les Russes peuvent constater comment leur vie a changé en 18 ans. Jamais dans toute son histoire millénaire, le peuple russe n'a connu de tels niveaux de liberté et de prospérité que ceux qu'il a atteints aujourd'hui.

Certes, il existe des problèmes en Russie et nous n'en sommes pas moins conscients que ceux qui prennent du plaisir à les agiter devant nous. Cependant, il faut bien se rendre compte que, ni une économie de marché efficace, ni une démocratie politique développée ne sauraient être pleinement instaurées au cours d'une période aussi courte au regard de l'Histoire. Mais je suis persuadé que nous sommes engagés sur la bonne voie. C'est l'avis que partage la plupart de mes concitoyens.

L.L.D. : En tant qu'ancien Vice-Ministre des Affaires étrangères, votre nomination comme Ambassadeur de Russie en France représente un symbole fort de la volonté de renforcer le dialogue politique bilatéral. Comment définiriez-vous les priorités de votre mission ? Comment percevez-vous le rôle de la France en tant que partenaire de dialogue de la Russie sur la scène internationale ? Dans quelle mesure la participation annoncée du Président Emmanuel Macron au Forum économique international de Saint-Pétersbourg qui se tiendra du 24 au 26 mai 2018 traduit-il, selon vous, la dynamique de relance des liens de coopération franco-russes ?

S.E.M.A.M. : La Russie a toujours vu en la France un partenaire important en Europe et dans le monde en général. Bien sûr, nous ne pouvons pas nous réjouir de l'état actuel de nos relations avec l'Union européenne (UE) : des sanctions réciproques sont en vigueur, les formats clé du dialogue sont bloqués, plusieurs hommes et femmes politiques russes de premier plan sont inscrits sur des « listes noires ». En dépit des échanges très denses qui couvrent toutes les grandes problématiques internationales, des différences d'approches et de méthodes de résolution de certaines d'entre elles subsistent. Je pense, par exemple, au casse-tête syrien. Il suffit aussi de mentionner une provocation antirusse avec la soi-disante « affaire Skripal ».

Néanmoins, nous osons espérer que le bon sens l'emportera tôt ou tard et que nous saurons tourner cette page qui n'est pas la meilleure de l'histoire de nos relations. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons que saluer l'état d'esprit déclaré de la nouvelle administration française et, en particulier, celui du Président Emmanuel Macron qui aspire à relancer le dialogue avec notre pays. Nous espérons que la visite du Président français en Russie nous permette de réaliser une grande percée qualitative. Et en tant qu'Ambassadeur de Russie, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir dans cette perspective.

Il nous faut œuvrer au rapprochement de nos positions sur les sujets de politique internationale, chercher des points de convergence quelles que soient les difficultés de cette tâche. Il faut aussi chercher les moyens d'intensifier nos échanges commerciaux et les investissements malgré les sanctions. Autrement dit, il s'agit de tout mettre en œuvre pour ne pas gâcher le potentiel historique de nos relations accumulé par les générations précédentes. Il en va de l'intérêt des deux pays. Gardons bien en tête que les liens franco-russes représentent bien plus que de simples relations bilatérales. Ils constituent un facteur de la stabilité tant en Europe que dans le monde.

Nous avons toujours affirmé que nous étions prêts à développer la coopération avec la France dans la mesure où elle y était disposée et dans les proportions qu'elle souhaitait. Aujourd'hui la balle est dans le camp de Paris.

Le Ministre russe des Affaires étrangères Sergey Lavrov et son homologue français, M. Jean-Yves Le Drian, à l'issue de leur conférence de presse, le 20 juin 2017, à Moscou.

Evénement majeur du monde des affaires russe, le Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF) réunit chaque année quelque 10 000 invités originaires de plus de 120 pays. Après le Premier Ministre indien Narendra Modi en 2017, le Président Vladimir Poutine accueillera le Président français Emmanuel Macron comme invité d'honneur de l'édition qui se tiendra du 24 au 26 mai 2018.

L.L.D. : Les sanctions adoptées en réaction à la crise ukrainienne et au rattachement de la Crimée à la Russie le 17 mars 2014, demeurent un obstacle à la normalisation des relations entre votre pays et l'Union européenne (UE). Quelles réflexions vous inspire le prolongement récent de ces mesures jusqu'au 31 juillet 2018 ? Comment en évaluez-vous l'impact ?

S.E.M.A.M. : Tout observateur doté du bon sens ne peut douter un seul instant que la politique occidentale des sanctions à l'endroit de la Russie a échoué, en s'avérant complètement inutile et contreproductive.

C'est de la perte de temps pure et simple que d'utiliser le vocabulaire des pressions et des menaces pour s'adresser à notre pays. Tirez donc les enseignements de l'histoire ! Les sanctions n'ont fait que nous conforter dans notre sentiment d'avoir raison. Elles n'ont pas modifié d'un iota notre politique extérieure et cela ne risque pas d'arriver.

Je vous mentirais si je vous disais que les sanctions n'occasionnent pas de gênes. Mais l'économie russe dans sa globalité s'adapte bien aux nouvelles réalités. En 2017, nous avons retrouvé le chemin de la croissance qui a atteint 1,5%. La Russie intensifie le processus de substitution des importations par des produits nationaux. Elle renforce tous les secteurs de son économie et, en particulier, le secteur agricole. À cet égard, nous avons profité des sanctions pour créer des conditions de travail plus favorables pour nos agriculteurs. Nous disposons aujourd'hui d'un système financier et d'une monnaie nationale stables. Notre budget est équilibré et a toutes les chances de devenir excédentaire en 2018. Nous travaillons progressivement au rabaissement des taux de crédit. De plus, le niveau d'inflation dans notre pays est historiquement bas – en 2017, il était de 2,5%, cinq fois moins qu'en 2015. Au mois de janvier 2018 l'inflation a encore baissé de 2,2% par rapport à janvier 2017. Enfin, les revenus réels de la population ont commencé à croître, tandis que nos exportations s'orientent vers de nouveaux marchés.

Nonobstant les sanctions, l'économie russe tend à s'affranchir des chocs extérieurs et de sa dépendance au prix des matières premières. Tandis qu'en 2014 les produits des ventes des hydrocarbures constituaient plus de la moitié des recettes budgétaires, à savoir 51,3%, en 2017 leur part a chuté d'environ 12,3%. Dans les trois prochaines années, cette part sera réduite à un tiers des recettes du budget fédéral. Le gouvernement a pour projet de faire passer le déficit budgétaire non pétro-gazier de 8,5% du PIB aujourd'hui à 5,9% en 2019 et de ramener le déficit budgétaire général à moins d'1% du PIB.

Force est de constater que l'addition est salée pour les pays membres de l'UE en termes des pertes substantielles directes et des manques à gagner sur le marché russe. Ces pertes se chiffrent en dizaines de milliards d'euros et en centaines de milliers d'emplois. Ainsi, selon le rapport du Centre français d'Études prospectives et d'informations internationales (CEPII) publié en juin 2016, les 37 États qui ont rejoint la politique des sanctions antirusses ont perdu plus de 60 milliards de dollars entre décembre 2013 et juin 2015 ; 76,7% de ces pertes ayant été subies par les États-membres de l'UE. D'après certaines estimations, ce triste bilan atteint aujourd'hui 200 milliards de dollars. Pour la France, les pertes causées par les sanctions antirusses entre janvier 2014 et juin 2015 ont constitué 10% du volume de son commerce extérieur. Au cours de cette période, les restrictions sur les échanges commerciaux avec la Russie ont fait perdre à la France en moyenne 176,9 millions de dollars par mois, dont 14,19 millions de dollars pour le seul secteur agricole. Selon les calculs de l'Institut autrichien Wifo, qui fait référence, la France a perdu en 2015 environ 10 milliards d'euros, soit 0,5% de son PIB, à cause des sanctions antirusses.

Vous avez raison de dire que les sanctions nous empêchent de normaliser nos relations avec l'UE. Mais ce n'est pas notre choix. Nous ne soulevons même pas ce sujet dans les discussions avec nos partenaires occidentaux. C'est l'UE qui a créé ce problème en prenant la décision d'introduire les sanctions – c'est donc à elle de le régler.

Par contre, faire de l'application des accords de Minsk envisageant le règlement de la crise en Ukraine un prérequis pour la levée des sanctions, nous paraît assez cynique. Je tiens à rappeler à ce propos que les parties à ces accords sont l'Ukraine, d'un côté, et les républiques populaires du Donbass, la République populaire de Donetsk et la République populaire de Lougansk, de l'autre. Ces deux républiques sont appelés « les parties des régions de Donetsk et de Lougansk » dans les accords. Aujourd'hui, c'est Kiev qui bloque la mise en pratique de l'ensemble des mesures envisagées dans les accords. Pire, Kiev vient d'adopter une loi sur la réintégration du Donbass qui contredit les dispositions des accords de Minsk et qui en finit avec leur mise en œuvre. Comment exiger de la Russie quelque chose qui est du ressort de l'Ukraine et que l'Ukraine n'a apparemment aucune intention de mettre en œuvre ?

Dans ce contexte, nous apprécions que les entreprises françaises continuent de souhaiter conserver et consolider leurs positions sur le marché russe. Nous essayons de leur créer un environnement favorable.

L.L.D. : Comment évoluent les négociations sur la proposition russe concernant la mise en place d'une mission des Nations unies en Ukraine et sur l'application des accords de Minsk ?

S.E.M.A.M. : Comme on le sait, c'est le Président russe Vladimir Poutine qui a été à l'origine de la proposition d'envoyer des casques bleus des Nations unies dans le Donbass pour protéger la Mission de surveillance spéciale de l'OSCE (*ndlr*, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) qui couvre notamment la ligne de contact des belligérants dans la zone de conflit.

L'accord de la Russie pour que des casques bleus puissent accompagner les observateurs dans leurs voyages sur le territoire du Donbass, en dehors des zones frontalières, traduit notre volonté de faire preuve de flexibilité dans notre approche à l'égard des activités de la mission onusienne.

Cependant, le comportement de nos partenaires occidentaux fait penser à un célèbre dicton russe: « *on lui donne le petit doigt et il vous prend tout le bras* ». Il est inacceptable pour nous que la mission de l'ONU se transforme en une espèce d'administration militaire internationale qui appuierait le passage des territoires des deux républiques populaires sous l'autorité de Kiev sans leur accord et en contournant les engagements contractés à Minsk. Il faut honorer ces engagements au lieu de chercher les moyens de les contourner. Le dialogue direct entre les parties au conflit est la clé de sa résolution dont Kiev s'éloigne chaque jour davantage.

L.L.D. : Après la publication de la nouvelle « Revue sur la posture nucléaire » des États-Unis le 2 février 2018, le Ministre russe des

Affaires étrangères Sergey Lavrov, a appelé Washington a relancer le dialogue sur la défense anti-missile. Quelles sont vos attentes a l'égard d'une telle concertation ? Comment appréhendez-vous les craintes que suscitent les initiatives russes en matière de défense ? Dans le contexte de tensions accrues entre les deux pays, liées aux nouvelles sanctions américaines et a l'enquête sur une éventuelle ingérence russe dans la campagne présidentielle américaine de 2016, comment interprétez-vous l'idée d'une « nouvelle guerre froide » ?

S.E.M.A.M. : La nouvelle doctrine nucléaire des États-Unis nous inspire de profondes inquiétudes. En se servant du mythe de la « menace russe » comme prétexte, Washington a opté pour l'accélération de la spirale de la course aux armements dans le domaine nucléaire. Toutes les accusations portées contre la Russie dans ce document sont parfaitement infondées. Mais le plus inquiétant est que Washington a abaissé le seuil du recours à l'arme nucléaire pour lequel les critères deviennent de plus en plus flous. L'objectif a ainsi été fixé de créer des têtes nucléaires « non-stratégiques » de faible puissance. Tout ceci risque de déclencher une guerre à coups de missiles nucléaires même dans le cadre de conflits de faible intensité. Les partenaires européens des États-Unis feraient bien de réfléchir de la manière la plus sérieuse, à la question de savoir où ces nouvelles orientations américaines vont conduire l'humanité, ainsi qu'aux incidences qu'elles sont susceptibles d'avoir sur tout le système de sécurité européen.

Quant aux systèmes de protection anti-missile, vous n'êtes pas sans savoir qu'en 2001 les Américains ont dénoncé unilatéralement le traité ABM (*Anti-Balistic Missile*), qui fût la pierre angulaire de la sécurité globale. Depuis, les systèmes américains de protection anti-missile ne cessent d'être déployés le long des frontières de la Russie ce qui représente une menace directe pour notre sécurité nationale. Ces activités ont pour objectif d'entraver notre potentiel de dissuasion nucléaire. Sur ce sujet Washington ne mène avec nous aucun dialogue réel. Tout naturellement, nous ne pouvons pas laisser de tels agissements se produire sans leur opposer une réaction appropriée. Le déploiement de systèmes de missiles balistiques Iskander dans la région de Kalinigrad fait partie la réponse que nous avons été contraints d'adopter face aux actes hostiles des États-Unis et de l'OTAN (ndlr, Organisation du Traité Atlantique-Nord).

Quant aux interférences supposées de la Russie dans les élections présidentielles américaines, il s'agit encore d'un autre mythe qui a été cousu de fil blanc par les opposants de Trump pour le discréditer et entamer sa légitimité, et qu'il n'y a même pas lieu de commenter. Il est dommage que les intérêts des relations russo-américaines et de la sécurité mondiale soient sacrifiés aux querelles politiques internes des États-Unis.

On me pose effectivement souvent la question de savoir si une nouvelle guerre froide a commencé. Je ne pense pas que la crise des relations entre la Russie et les États-Unis et leurs alliés soit une guerre froide au sens où on l'entendait à l'époque de l'URSS. Autrefois il s'agissait de la confrontation des deux modèles de société antagonistes. Aujourd'hui, la Russie et l'Occident ne s'opposent pas idéologiquement. Notre pays est doté d'une économie de marché et d'institutions démocratiques. Il nous arrive de discuter au sujet de telle ou telle valeur, mais c'est exactement le même genre de débats qui peut avoir lieu au sein des sociétés occidentales, entre conservateurs et libéraux de gauche, par exemple. Ce sont des débats propres au système. La racine des désaccords est aujourd'hui géopolitique et non idéologique. Elle tient en premier lieu à la ferme détermination de ce que l'on appelle « l'Occident collectif » à défendre sa domination unipolaire et à contenir les nouveaux centres d'influence du monde.

En même temps, force est de constater que le degré de confrontation aujourd'hui est comparable à celui du temps de la guerre froide qui se jouait dans un cadre bipolaire. D'aucuns disent que ce que nous sommes en train de vivre est même pire car il existait à l'époque certaines règles du jeu, et chacun connaissait et respectait les lignes rouges de l'autre. Aujourd'hui, en revanche, l'Occident a réduit à néant les traités de base conclus dans le domaine de la sécurité européenne, y compris le traité ABM et le traité sur les forces conventionnelles en Europe, et il a violé l'engagement pris lors de la réunification de l'Allemagne, de ne pas élargir l'OTAN à l'Est. Le dialogue entre la Russie et l'OTAN est de fait gelé. Tous ces éléments que j'ai énumérés sont loin de contribuer au renforcement de la stabilité et de la sécurité sur notre continent.

L.L.D. : En dépit de cette conjoncture diplomatique, les échanges économiques franco-russes ont rebondi en 2016 et la France reste en tête des pays investisseurs en Russie. Comment décririez-vous les avancées de la coopération économique entre les deux pays et les décisions emblématiques du Conseil économique, financier, industriel et commercial franco-russe (CEFIC) qui s'est tenu a Moscou le 19 décembre 2017 ?

S.E.M.A.M. : La rencontre entre les Présidents Poutine et Macron à Versailles le 29 mai 2017 et la tenue sans précédent de deux réunions en un an du CEFIC – le 14 mars à Paris et le 19 décembre à Moscou – ont encouragé le dialogue économique bilatéral et lui ont donné une impulsion sérieuse.

Nous constatons la bonne dynamique de la coopération bilatérale dans les domaines économique et commercial. La France est le 12e plus important partenaire commercial de la Russie. En 2017, la valeur des échanges franco-russes a connu une augmentation de 16,5% par rapport à 2016 et se chiffrait à 15,5 milliards de dollars. Les exportations russes vers la France ont, en effet, augmenté de 22% et les importations de 13,4%, pour représenter 5,8 et 9,6 milliards de dollars respectivement. En termes de volume agrégé des investissements directs dans l'économie russe, la France est un des pays leaders : fin 2017, il atteignait 13,9 milliards de dollars. Pour ce qui est du volume agrégé des investissements directs russes en France, il s'établit à 3,02 milliards de dollars.

Les bons résultats de notre coopération économique résultent pour une grande part des activités des plus de 500 sociétés comptant une participation française au capital en Russie dans différents secteurs et de celle d'environ 40 entreprises russes en France.

L'intensification des contacts économiques au niveau des ministères et des agences gouvernementales, des régions, le travail du CEFIC, ou encore les échanges de délégations entre l'Union russe des Industriels et des Entrepreneurs de la Fédération de Russie (RSPP) et le MEDEF, ainsi qu'entre l'Agence des initiatives stratégiques, la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe, Business France, etc. sont autant d'indicateurs de l'existence d'un intérêt réciproque pour le développement d'une coopération mutuellement profitable.

L.L.D. : À l'instar du projet Yamal LNG, inauguré le 8 décembre 2017 par le Président russe, quels autres exemples pourraient caractériser, selon vous, la contribution des entreprises françaises au développement de l'économie russe ? Comment les savoir-faire russe et français pourraient-ils

© UN Photo/Evan Schneider

Membre du Conseil de sécurité des Nations unies, la Russie joue un rôle pivot sur la scène internationale. Ci-dessus, le Secrétaire général des Nations unies António Guterres aux côtés du Ministre russe des Affaires étrangères Sergey Lavrov, le 19 janvier 2018 à New York.

être davantage valorisés dans les secteurs industriels et des hautes technologies ?

S.E.M.A.M. : En dehors de leur participation aux grands projets dans le secteur énergétique, dont celui de Yamal LNG, les entreprises françaises renforcent leur présence dans d'autres secteurs de l'économie. Renault Nissan, Peugeot Citroën, Sanofi, Air Liquide, Schneider Electric, Saint-Gobain, Danone ont ouvert des filiales de production en Russie. Nous nous réjouissons que certains de ces groupes, comme Sanofi et Schneider Electric, ne se contentent pas de fabriquer leurs produits sur le territoire russe, mais qu'ils les exportent aussi vers des pays tiers. Il faut bien garder en tête que la Russie est l'un des acteurs clé de l'Union économique eurasiatique (UEE) et que, de ce fait, les sociétés françaises implantées dans notre pays ont un accès facilité aux marchés de la Biélorussie, du Kazakhstan, de l'Arménie et du Kirghizstan.

Les entreprises françaises participent activement aux projets de construction et d'exploitation du réseau autoroutier payant en Russie grâce à la conclusion de contrats de concession. Elles sont parties prenantes du projets de production d'un avion de transport régional, le Soukhoï SuperJet 100, de la fabrication commune d'hélicoptères ou de matériel roulant ferroviaire et de locomotives, etc.

Le CEFIC a décidé d'accorder en 2018 une attention particulière aux contacts entre les petites et moyennes entreprises (PME). Dans le cadre du Groupe de travail sur les investissements et la modernisation de l'économie, un sous-groupe spécial de travail sera chargé du contrôle général des activités dans ce domaine, témoignant en filigrane de l'activité des douze groupes de travail du CEFIC. Un plan commun d'action pour le développement de la coopération dans ce domaine est en cours d'élaboration. À l'initiative de la partie française, un forum franco-russe des PME devrait se tenir en France.

Nous allons aussi privilégier le travail commun dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. C'est un sujet qui s'inscrit de façon très cohérente dans les engagements écologiques que nos deux pays ont contractés dans le cadre de la COP21 en décembre 2015, à Paris. Un groupe de travail du CEFIC a récemment été chargé de ces questions, conformément à la décision prise lors de la dernière réunion du Conseil à Moscou.

L.L.D. : Après deux années de récession, l'économie russe est à nouveau en expansion avec un PIB en hausse de 1,5% en 2017. Alors que le Président Vladimir Poutine a fait du pouvoir d'achat une priorité durant sa campagne électorale, quelles sont les principales orientations envisagées en vue d'intensifier cette dynamique ? Considérant la dépendance de la Russie à l'égard du secteur des hydrocarbures, quelles réformes sont privilégiées en vue d'accélérer sa diversification économique ?

S.E.M.A.M. : J'ai déjà en partie répondu à cette question relative à la réduction de la dépendance de notre économie aux hydrocarbures, mais je peux compléter. Malgré la dynamique positive du développement de l'économie russe, le Président Poutine a fixé l'objectif d'un développement avancé. Pour l'atteindre, le gouvernement travaille sur un plan d'action tous azimuts visant à créer un système de planification stratégique qui permettrait de parvenir à des succès concrets dans le cadre de ce processus. Nous comptons nous servir également de l'expérience des pays étrangers dans ce domaine.

Des mesures sont prises en vue d'augmenter le pouvoir d'achat des particuliers. En février 2018, les députés ont voté une loi augmentant le SMIC de 15% à partir du 1er mai. Cette mesure concernera 3 millions de personnes, dont 1,6 million sont des fonctionnaires d'État ou des collectivités territoriales.

> « Les sanctions n'ont fait que nous conforter dans notre sentiment d'avoir raison. »

L'économie russe est suffisamment diversifiée. Son objectif premier est la modernisation que nous nous efforçons activement d'atteindre, y compris en nous référant aux expériences d'autres pays.

L.L.D : Après les Jeux olympiques de Sotchi en 2014, l'organisation de la Coupe du monde de football en 2018 représentera une opportunité majeure pour le rayonnement international de la Russie. Alors que la ville d'Ekaterinbourg est également candidate à l'organisation de l'Exposition universelle 2025, comment décririez-vous le potentiel d'entrainement de ces manifestations en matière d'attractivité économique et de diffusion de la culture et des valeurs russes ? À la lumière de l'attentat perpétré à Saint-Pétersbourg le 27 décembre 2017, quel défi représente l'accueil de cette manifestation en terme de sécurité et de coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme ?

S.E.M.A.M. : En nous engageant dans l'organisation en Russie de grands évènements sportifs et de l'Exposition universelle, nous avons pris en considération leur impact potentiel sur le développement de la société russe, la meilleure connaissance de notre pays et son rayonnement, ses succès culturels, économiques et scientifiques, mais pas seulement. La sécurité des participants est au centre de nos préoccupations et à plus forte raison dans le contexte de nouveaux défis et de nouvelles menaces auxquels le monde d'aujourd'hui fait face.

Nous avons acquis une bonne expérience grâce à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de Sotchi en 2014. À cette époque, nos services spéciaux et nos forces de l'ordre ont travaillé de concert avec leurs collègues étrangers. Il n'est possible d'endiguer le terrorisme et les autres menaces qu'en ayant confiance et en travaillant ensemble.

L.L.D. : Engagé militairement en Syrie depuis 2015, la Russie s'est affirmée comme un acteur clé de la stabilisation du Moyen-Orient. Quel bilan pouvez-vous dresser du « Congrès national du dialogue syrien » qui s'est tenu à Sotchi les 29 et 30 janvier 2018 à l'initiative de votre pays, de la Turquie et de l'Iran ? Comment envisagez-vous l'approfondissement de l'influence russe au Moyen-Orient ?

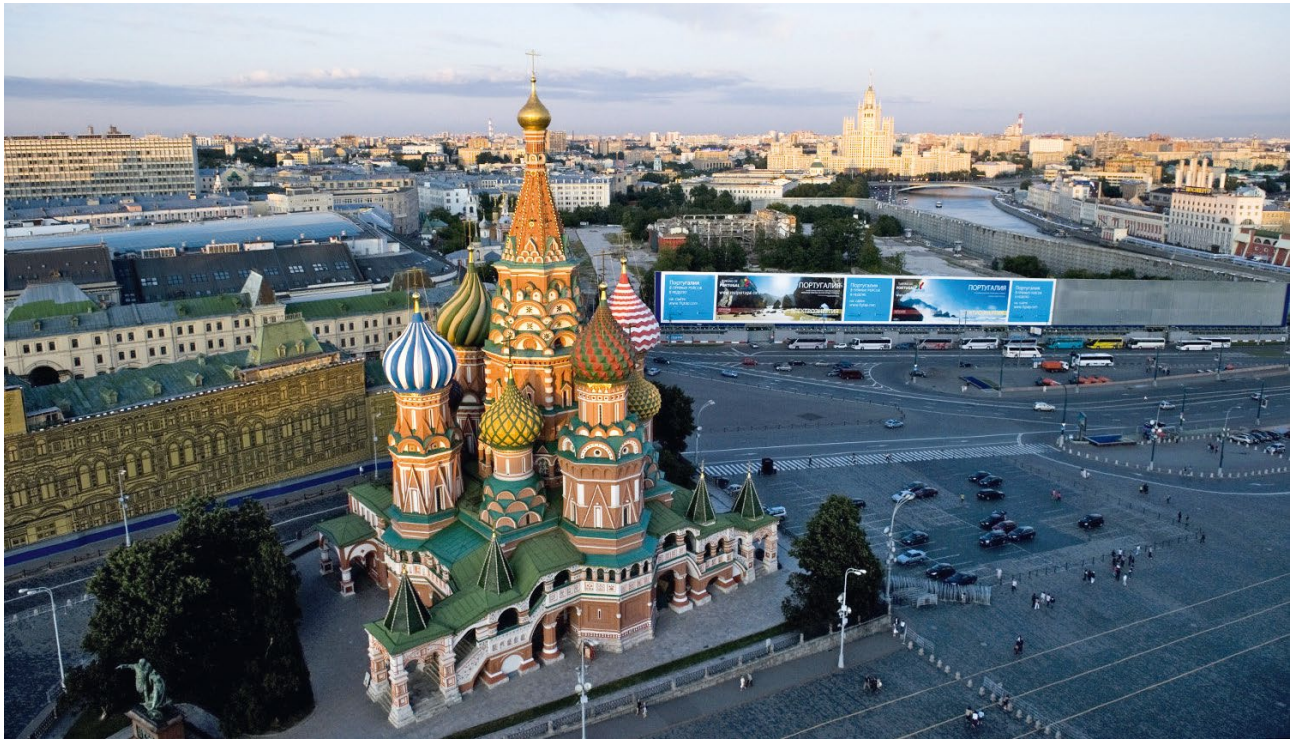
S.E.M.A.M. : L'objectif principal que la Russie a réussi à atteindre en Syrie est d'avoir sauvé l'État syrien de l'effondrement. Si la politique prônée par l'Occident du renversement du pouvoir en place avait prévalu ou que Damas avait succombé aux attaques des islamistes, la Syrie et probablement ses pays voisins ne seraient aujourd'hui qu'un vaste champ à l'état sauvage. On aurait connu le génocide des chrétiens et des alaouites. Le niveau des menaces terroriste et migratoire pour l'Europe aurait été plus élveé. Dans ces conditions, la Libye, détruite par l'Occident avec sa guerre civile permanente, son esclavage, son immigration clandestine et son trafic de drogues, aurait eu l'air d'un îlot de stabilité comparé à la Syrie.

Nos partenaires occidentaux n'ont rien appris des leçons de l'Irak, de la Libye ou du Yémen. L'intervention de Moscou en Syrie a permis de faire avorter les pires cas de figures qui se profilaient pour ce pays et pour toute la région.

Maintenant que l'Etat syrien est sauvé, une discussion peut avoir lieu sur comment le réformer, le démocratiser et le rendre plus inclusif. Mais c'est une discussion entre Syriens. Seul le peuple syrien a le droit de définir dans quel pays il souhaite vivre et sous la direction de qui. La Russie met tout en œuvre pour faciliter la réconciliation nationale. Les zones de désescalade mises en place dans le cadre du processus d'Astana ont aidé à diminuer sensiblement le degré de la violence. Le Congrès du dialogue national syrien qui s'est tenu à Sotchi a marqué une échéance importante sur le chemin de la réconciliation, en dépit des attaques et des critiques de la part de l'Occident et d'une partie de l'opposition qui lui est inféodée. Parmi les principaux résultats du Congrès, je citerais la décision de créer une Commission constitutionnelle chargée de la rédaction de la nouvelle loi fondamentale du pays. Nous espérons que tous ces efforts permettront d'accélérer les pourparlers de Genève et de trouver des arrangements sur la base de la Résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Vous m'interrogez sur le gain d'influence de la Russie au Moyen-Orient. Pour nous, ce n'est pas un but en soi, c'est une politique à laquelle nous avons été contraints. Cette région est génératrice d'instabilités internationales et de menaces sécuritaires pour notre pays. Je me permettrais de vous rappeler que dans les années 1990 la Russie s'est *de facto* retirée des affaires régionales en donnant carte blanche aux Américains et à leurs alliés. Au final, nous avons eu l'Irak et la Libye en ruines, l'Afghanistan et le Yémen enflammés, le génocide des chrétiens, le drame syrien, la naissance de Daesh, l'explosion

© Ria Novosti / Sergey Guneev



La Cathédrale Basile-le-Bienheureux, sur la place Rouge, haut lieu du pouvoir à Moscou, capitale de la Fédération de Russie, et symbole de la culture russe.

de la menace terroriste en Europe. Ce sont les conséquences directes de la politique des États-Unis au Moyen-Orient. À un moment donné, nous avons bien été obligés de dire « assez ». Nous ne voulons plus rester assis les bras croisés en regardant toute une région sombrer dans les abysses sanglants du chaos et du terrorisme.

L.L.D. : Cinq ans après sa création, l'Union économique eurasiatique (UEE) représente un pôle moteur de l'intégration régionale. À la lumière de l'aspiration du Tadjikistan à en devenir membre, quelle est votre vision de la capacité d'attraction de l'UEE ? À travers quelles mesures votre pays entend-il consolider les liens de coopération avec les pays d'Asie centrale ?

S.E.M.A.M. : L'Union économique eurasiatique n'est pas un projet impérialiste de la Russie, contrairement à certaines représentations qui peuvent en être faites. C'est une organisation qui a été créée à l'initiative du Président du Kazakhstan et qui a pour fondement les intérêts objectifs des pays issus de l'Union soviétique ayant des liens commerciaux et d'investissements très étroits, et partageant un passé historique commun. L'attractivité de l'UEE tient justement à sa nécessité objective, aux avantages inconditionnels qu'elle offre à tous ses membres.

En développant l'intégration sur l'espace post-soviétique nous mettons à profit l'expérience de l'Union européenne (UE) tout en tentant d'éviter de reproduire certaines de ses erreurs, de ne pas se précipiter et de ne pas accepter au sein de l'UEE les pays ne remplissant pas les critères d'entrée qui deviennent de plus en plus exigeants. L'UEE n'est plus une simple union douanière, c'est une union économique à part entière qui définit la politique commune dans les domaines les plus variés. Je vous mentirais en disant que tout se déroule sans embûches, mais nous allons immanquablement de l'avant.

L'UEE est une source de grandes opportunités pour nos partenaires français qui en prennent de plus en plus conscience. Aujourd'hui, investir en Russie c'est investir dans un marché unique et dynamique eurasiatique de 200 millions de personnes.

Je tiens à souligner notre position de principe qui est de ne jamais opposer l'UEE aux autres formats d'intégration en Eurasie, y compris à l'UE. Au contraire, nous sommes adeptes de la synergie de tous les projets d'intégration, de « l'intégration des intégrations », avec en ligne de mire la création d'une *Grande Europe* en tant qu'espace économique et humanitaire commun allant de l'Atlantique au Pacifique qui se départirait des lignes de partage artificielles et qui rendrait inutile la lutte pour des sphères d'influence. Malheureusement, l'UE essaie de mettre nos voisins devant un faux choix entre elle-même et la Russie. Tout le monde peut voir les résultats de cette politique en Ukraine. Il est de l'intérêt commun de rechercher des modèles relationnels qui permettraient à chaque pays d'avoir un dialogue équilibré aussi bien avec la Russie, qu'avec l'UE.

L.L.D. : Membre fondateur des BRICS, la Russie partage également avec la Chine la volonté de construire un monde multipolaire. À la lumière de l'adhésion de l'Inde et du Pakistan à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en 2017, comment se traduit la concertation russo-chinoise sur les enjeux de sécurité en Asie ? Quelles actions communes pourraient favoriser une sortie de crise durable concernant le programme nucléaire nord-coréen ?

S.E.M.A.M. : Il ne s'agit pas du désir de la Russie et de la Chine de bâtir un monde multipolaire. Ce n'est même pas une question du désir. L'émergence d'un nouveau monde est un processus historique objectif qu'on le veuille ou non à Moscou, Pékin, Paris ou Washington. L'idée est de reconnaître cette nouvelle réalité, d'arrêter de nager à contre-courant de l'histoire et d'apprendre à travailler ensemble dans les conditions de la polycentricité.

C'est autour de cette philosophie multipolaire que nous essayons d'organiser la coopération au sein des BRICS et de l'OCS dont les principaux piliers sont le respect mutuel des intérêts de chacun, la prise des décisions sur la base d'un dénominateur commun, la non-intervention dans les affaires internes. Ces organisations internationales se distinguent radicalement par rapport aux survivances de la guerre froide comme l'OTAN avec sa hiérarchie, sa discipline des blocs et sa quête perpétuelle d'un ennemi commun.

La Russie et la Chine, qui construisent des relations de partenariat stratégique, entretiennent un dialogue très étroit sur tous les aspects de la problématique sécuritaire en Asie. Ce dialogue s'étend bien entendu aux programmes nucléaires et balistiques nord-coréens. Mais tout en condamnant les actions de Pyongyang, nous sommes conscients que les sanctions et l'augmentation de la pression ne suffiront pas à régler le problème. Ces vingt dernières années sont significatives à cet égard. Une feuille de route sino-russe est sur la table préconisant les démarches progressives et mutuelles que pourraient mettre en œuvre les États-Unis et la Corée du Nord en vue faire retomber la tension. Pour nous, c'est l'unique porte de sortie, car recourir à la force militaire n'est pas et ne sera jamais une issue dans cette crise.

Des liens franco-russes portés par l'économie

Les entrepreneurs français misent sur la reprise de la croissance économique en Russie

Par M. Maxime ORESHKIN,
Ministre du Développement économique de la Fédération de Russie

La coopération entre la Russie et la France se développe avec succès : pour la deuxième année consécutive les échanges commerciaux sont en hausse, les investissements français en Russie ont augmenté considérablement. Ces tendances sont devenues possibles grâce à la politique macro-économique pérformante de la Russie. L'inflation a battu un record historique (2,5% en 2017) et nous constatons aussi la croissance de la consommation des ménages (hausse de 3,4% en 2017). Tous ces facteurs favoriseront la stabilité de l'environment d'investissement ainsi que des revenus additionnels.

Le milieu d'affaires français est intéressé par le marché russe et les statistiques officielles en témoignent. En 2017, la France est devenue notre 12e partenaire commercial et le volume des échanges s'est accru de 16,5%, atteignant 15,5 milliards de dollars. La France est traditionellement l'un des plus importants investisseurs européens sur le marché russe. Et c'est avec grand plaisir que nous constatons que le volume d'investissements français augmentent d'une manière continue.

Le marché russe reste l'un des plus prometteurs pour les entreprises françaises. Les hommes d'affaires surveillent très attentivement la situation économique dans notre pays, étudient les changements du climat d'affaires et d'investissement, la simplification de la législation, ainsi que les projets d'investissement importants. Ils ont noté l'adaptation de l'économie russe à la chute de prix du pétrole et s'attendent à une nouvelle croissance de l'économie russe. C'est pourquoi nombreuses sont les entreprises françaises qui ont déployé leurs sites de production dans différents domaines : construction automobile, énergie électrique, agroalimentaire, matériaux de construction, pharmaceutique. Parmi les plus importantes on peut citer Renault, Peugeot-Citroën, Schneider Electric, Alstom, Saint-Gobain, Danone ou encore Sanofi.

© Business France

Dans le cadre du Conseil économique, financier, industriel et commercial franco-russe (CEFIC), qui s'est tenu le 19 décembre 2017, le Pôle de compétitivité des industries du commerce (PICOM), Business France et la Fondation Skolkovo ont signé le 19 décembre 2017 un accord de coopération. De gauche à droite, M. Patrick Brunier, Délégué général du PICOM, M. Pierric Bonnard, Directeur du Bureau Business France Russie et M. Igor Drozdov, Président du Conseil de la Fondation Skolkovo.

© Business France

Le Ministre russe du Développement économique Maxime Oreshkin et le Ministre français de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire à l'issue du Conseil économique, financier, industriel et commercial franco-russe (CEFIC) qui s'est réuni le 19 décembre 2017 à Moscou.

Les investisseurs étrangers ayant localisé leur production en Russie pourront bénéficier d'importants avantages, y compris du soutien de l'État à l'export via le Centre russe d'exportation.

De plus, les régions russes offrent de nouveaux mécanismes de soutien comme les zones économiques spéciales et territoires de développement prioritaire. Au plan des investissements, sont d'ores et déjà prévus dans un avenir proche le lancement de nouvelles usines de production d'huiles industrielles (par le groupe Total courant 2018) et d'équipement éléctriques (par le groupe Legrand également en 2018), la modernisation et l'extension des sites de Danone, de Saint-Gobain etc., tandis que des opportunités pour la localisation de la production des moteurs d'avion sont en cours d'examination.

Aujourd'hui, le domaine des innovations est devenu prioritaire et ouvre les meilleures perspectives : transfert de nouvelles technologies françaises, production hautement technologique en Russie, recherche & développement et commercialisation de ses résultats, collaboration entre les plateformes technologiques et les pôles de compétitivité français.

Le 19 décembre 2017 à Moscou, nous avons tenu avec mon homologue M. Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie et des Finances, la 23ème édition du Conseil économique, financier, industriel et commercial franco-russe (CEFIC). Nous avons abordé plusieurs sujets de la coopération bilatérale en vue de contribuer au soutien de l'activité des petites et moyennes entreprises (PME) et au développement de la collaboration entre les entreprises innovantes françaises et russes. À l'issue de cette réunion, nous avons signé un protocole d'accord sur la coopération dans le domaine de l'innovation et une déclaration sur l'intensification de la coopération bilatérale, en mettant l'accent sur le soutien et la promotion des activités des PME.

La coopération économique entre la Russie et la France : deux pays traditionnellement ensemble

Par M. Alexander SHOKHIN,
Président de l'Union des Industriels et des Entrepreneurs de Russie (RSPP)

La France a toujours figuré parmi les partenaires stratégiques des entreprises russes. L'Union des Industriels et des Entrepreneurs de Russie (RSPP) entretient avec son principal partenaire français, le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), une longue histoire et des relations solides : leur premier accord de coopération remonte à 1991, alors que la Russie initiait tout juste des réformes en faveur de l'instauration d'une économie de marché (les noms de la RSPP et du MEDEF étaient alors respectivement l'Union scientifique et industrielle et le Conseil national du patronat français).

De grands projets et de nouvelles initiatives sont mis en œuvre avec la participation d'investisseurs français dans les secteurs de l'énergie, de l'automobile, de l'exploration spatiale, des transports ferroviaires, de l'aéronautique, de l'industrie alimentaire, de l'agriculture et d'autres secteurs encore de l'économie russe.

Le groupe automobile Renault produit par exemple ses composants de carrosserie pour son usine en Algérie au sein de l'usine d'AvtoVAZ. Le groupe Total coopère pour sa part avec le groupe Novatek dans le cadre du projet Yamal LNG, et tous deux poursuivent cette collaboration et le transfert de leurs capacités vers des pays tiers, en particulier pour le développement d'un projet d'hydrocarbures au Liban. De son côté, la société pharmaceutique Sanofi exporte vers l'Europe l'insuline produite dans l'usine de la région d'Orel. 30 régions russes coopèrent ainsi activement avec la France. Rien qu'à Moscou, plus de 30 entreprises comptant une participation de capitaux français ont été enregistrées.

Les entreprises russes et françaises travaillent ensemble étroitement et depuis longtemps dans de nombreux domaines. L'engagement actif de la RSPP a contribué au développement dynamique de la coopération russo-française en matière d'investissement dans le domaine des hautes technologies.

Un certain nombre de grandes entreprises françaises, qui développent leurs activités en Russie, entretiennent des liens étroits avec la RSPP. Leurs filiales régionales font partie de la RSPP, recourant à ses structures de travail et à ses mécanismes et contribuant au développement et à la promotion d'une position commune en vue d'améliorer l'environnement des affaires. Parmi ces sociétés figurent Alstom, Schneider Electric, Total, Sanofi.

Nous nous efforçons de favoriser toutes les formes d'interactions possibles. Ainsi, la RSPP et le MEDEF International ont mis en place en 2014 le Conseil de coopération économique France-Russie, dont les activités visent à développer les contacts d'affaires entre les entreprises des deux pays. La partie russe est dirigée par le Président de la société Russian Railways, M. Oleg Belozerov. Le RSPP coopère activement avec les structures et initiatives bilatérales existantes, telles que l'Association Dialogue franco-russe. En Russie, notre plus proche partenaire est la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe.

À présent, nous préparons l'organisation d'un évènement très important pour nous : le Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF), dont l'invité d'honneur pour cette édition 2018 est le Président français Emmanuel Macron. La RSPP et le MEDEF, avec le soutien de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe, organiseront, dans le cadre du SPIEF, une session de dialogue commercial Russie-France. L'un des thèmes centraux de cette session devrait être la coopération dans les domaines du numérique et des industries du futur. Nous sentons un très grand intérêt pour cet évènement dans la perspective de la visite du chef de l'État français. Celle-ci devrait sans aucun doute fortement stimuler les milieux d'affaires des deux pays, dont l'acitivité dépend pour beaucoup d'une attitude constructive des dirigeants de pays partenaires comme les nôtres.

Mais avant tout, nous devons prendre soin, au sein de notre pays, d'accroître son attractivité, ce qui est particulièrement important compte tenu des contraintes extérieures existantes. En Russie, beaucoup d'initiatives sont prises pour créer un environnement commercial favorable, et le RSPP joue un rôle majeur à cet égard comme l'a souligné le Président russe dans son discours lors de son récent congrès. Ces efforts portent leurs fruits, comme en témoignent les différentes évaluations internationales. Ainsi, dans le dernier rapport *Doing Business* de la Banque mondiale, la Russie est passée de la 40e à la 35e place. Selon celui-ci, au cours des cinq dernières années, la Russie a été à l'origine de l'une des meilleures dynamiques économiques du monde. Nous devons nous efforcer de la préserver. J'espère que ces efforts seront facilités par le développement de nos relations d'affaires avec la France.

Surnommé Moskva-City, le Centre d'affaires international de Moscou est un quartier en plein développement au centre-ouest de la capitale.

La Russie : un marché stratégique pour la France

Par M. Pierric BONNARD,
Directeur du Bureau de Russie et de la zone eurasiatique de Business France

Au lendemain de la célébration par la France et la Russie des 300 ans de l'établissement de leurs relations diplomatiques et un siècle après la révolution d'octobre, force est de constater qu'en dépit des vicissitudes de l'histoire la relation économique entre nos deux pays cultive toujours sa singularité : certes nos échanges s'inscrivent dans le cadre de sanctions économiques et financières toujours en vigueur, mais à l'heure où la Russie retrouve le chemin de la croissance, la France est désormais le premier employeur ainsi que le premier investisseur étranger en flux en Russie, et sa part de marché s'est considérablement renforcée à près de 5% du total des importations russes.

Dans ce contexte de reprise économique, lorsque l'on est une entreprise française aguerrie à l'international, il n'est plus concevable d'ignorer ce marché de près de 150 millions d'habitants situé aux portes de l'Europe et dont les besoins et les habitudes de consommation sont

M. Boris Doubrovski, Gouverneur de l'oblast de Tchéliabinsk, aux côtés de M. Pierric Bonnard, Directeur du bureau de Business France en Russie, lors d'une présentation des potentialités de l'Oural du Sud aux entrepreneurs français, le 18 avril 2017.

Une coopération économique toujours active

Par M. Alexandre TOUROV,
Ministre-Conseiller, Représentant commercial de la Russie en France

Les relations franco-russes ont une longue histoire. En 2017, nous avons célébré le 300e anniversaire de l'inauguration de nos relations diplomatiques lors de la visite de Pierre Le Grand en France, ce qui a renforcé considérablement les liens commerciaux qui existaient déjà entre nos deux pays. En dépit des périodes de refroidissement de nos relations politiques, nos échanges économiques ont continué à se développer. La coopération intergouvernementale est ainsi toujours restée au cœur de l'harmonie et du développement de nos relations économiques.

De nos jours, le Conseil économique, financier, industriel et commercial franco-russe (CEFIC), créé en février de 1992, a acquis une place importante dans le système de la coopération économique et commerciale bilatérale. Le CEFIC est, en effet, le principal organe de travail de la Commission franco-russe sur les questions de la coopération bilatérale au niveau des chefs d'État. En raison d'un contexte défavorable, il convient de noter que la coopération dans le cadre de ce format a été récemment suspendue. Au début de l'année 2016, nous avons toutefois réussi à tenir la session du CEFIC grâce à une interaction active au niveau des experts des deux pays incluant la participation de la Représentation commerciale de Russie en France. La France est ainsi devenue le premier grand pays européen avec lequel nous avons pu réinitialiser le dialogue intergouvernemental sous le régime des sanctions.

La tradition veut que les coprésidents du CEFIC soient les Ministres de l'Économie des deux pays, en l'occurrence, la partie russe, M. Maxime Oreshkin et, pour la partie française, M. Bruno Le Maire. Il se réunit de façon régulière, une fois par an, alternativement en Russie et en France.

En 2017, le CEFIC s'est réuni à deux reprises, en mars à Paris et en décembre à Moscou, dans le contexte de l'intensification des relations bilatérales qu'a suscité la rencontre entre le Président Vladimir Poutine et le Président Emmanuel Macron à Versailles et en raison du changement du gouvernement français.

Sous son égide, le Conseil fédère 12 groupes de travail spécialisés dans les principaux domaines de la coopération économique bilatérale : énergie, aéronautique, espace, transports, énergie nucléaire, construction et services urbains, agriculture, innovation, tourisme, propriété intellectuelle et lutte contre la contrefaçon, et technologies de l'information et de la communication. Les sujets stratégiques sont abordés par le groupe de travail dénommé « investissements et modernisation de l'économie ».

La dernière réunion du CEFIC s'est tenue le 19 décembre 2017 à Moscou. Les deux parties ont discuté de plusieurs sujets de la coopération bilatérale y compris le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et le développement des innovations. Plusieurs accords ont en outre été signés, à savoir : un protocole d'accord sur la coopération dans le domaine de l'innovation et une déclaration sur l'intensification de la coopération bilatérale, en mettant l'accent sur le soutien et la promotion des activités des petites et moyennes entreprises.

En ce qui concerne la coopération entre les milieux d'affaires, il faut noter que les rencontres du Président Vladimir Poutine avec les représentants des grandes entreprises françaises (Auchan, Groupe Adéo, Renault, Peugeot-Citroën, Schneider Electric, Alstom, Saint-Gobain, Danone, Sanofi) organisées par la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe sont devenues traditionnelles. La dernière réunion de ce type a eu lieu le 31 janvier 2018 au Kremlin.

Le Conseil franco-russe de la coopération entre les milieux d'affaires, a été fondé en 2012 par le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) et l'Union des industriels et des entrepreneurs

en bien des points comparables aux nôtres. La Russie change et nous devons en permanence ajuster notre regard sur ce pays pour mieux cerner les opportunités qu'il offre aux entreprises françaises : qu'il s'agisse de l'Union douanière eurasiatique, de la politique dite de substitution aux importations, du développement économique des régions russes, la Russie est une terre d'opportunités dont les dynamiques et les règles évoluent, et l'on ne saurait y réussir sans avoir pris la mesure de ces changements, pour s'assurer que l'on réunit les conditions nécessaires à de possibles succès commerciaux.

À cet égard, les équipes de Business France en Russie s'attachent à accompagner les entreprises françaises sur ce marché, en mettant à leur service une équipe d'experts sectoriels basés à Moscou et Saint-Pétersbourg en mesure de les conseiller, de les guider dans leur conquête de nouvelles parts de marché.

Le CEFIC qui s'est tenu en décembre 2017 à Paris a permis d'affirmer la volonté de la France et de la Russie à encourager les petites et moyennes entreprises (PME) à participer plus activement aux investissements croisés et aux échanges commerciaux entre nos deux pays. Pour ce faire, Business France organise chaque année plus d'une vingtaine de missions ciblées qui permettent aux entreprises d'un même secteur de prendre pied sur le marché russe pour y développer à terme ses activités industrielles et commerciales. À titre d'exemple, l'exposition « Art de vivre à la française », le « French Tech Tour Russie », le « Tast'in des Vins et spiritueux français » sont désormais des évènements bien connus des PME françaises et très attendus par les professionnels russes des secteurs d'activité concernés.

Par ailleurs, l'un des principaux enjeux de Business France Russie consiste à promouvoir activement l'image de la France en tant que pays phare de l'innovation industrielle et technologique. Ce sera bien évidemment le cas lors du prochain Forum économique de Saint-Pétersbourg auquel participera le Président de la République française, et où Business France organisera un pavillon avec une vingtaine d'entreprises françaises partenaires représentatives de l'excellence française dans bien des domaines, notamment ceux de la ville du futur, de l'industrie du futur et des nouvelles mobilités.

Ces dernières années, l'écosystème des start-ups français a fait preuve d'un dynamisme exceptionnel grâce à une nouvelle génération d'entrepreneurs, investisseurs, ingénieurs, designers, qui se sont réunis sous la bannière « French Tech ». La Russie est devenue un terrain de jeu évident pour les entreprises françaises de la « French Tech » qui trouvent dans ce pays un dynamisme et une créativité qui lui fait écho, notamment en matière de technologies de l'information.

Si la France est depuis trois ans le premier investisseur étranger en flux en Russie, la part des investissements russes en France reste modeste, et les équipes de Business France œuvrent à mieux faire connaitre le potentiel d'une économie française au cœur de l'Europe, formidable tremplin vers l'Union européenne et le monde francophone. Ce message ainsi que celui d'un pays qui se réforme et se montre résolument ouvert aux investissements étrangers commence à porter en Russie, et l'on peut se prendre à rêver que la Russie soit un jour parmi les tous premiers investisseurs étrangers en France à l'instar de la France en Russie.

Le Président russe Vladimir Poutine lors de la dernière réunion organisée le 31 janvier 2018 au Kremlin par la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe.

russes. Les coprésidents de ce Conseil sont le Directeur général délégué de Société Générale, M. Bernardo Sanchez Incéra, et le Directeur général de la société russe des chemins de fer RZD, M. Oleg Belozerov. Le Conseil organise de manière régulière des rencontres entre les représentants des entreprises françaises et les membres du gouvernement russe. En 2017, deux rencontres ont eu lieu avec le Ministre du Développement économique de la Fédération de Russie, M. Maxime Oreshkin. Lors de ces rencontres les hommes d'affaires français ont eu la possibilité de discuter des sujets les plus importants en lien avec leurs activités en Russie.

La coopération entre les différentes régions qui composent nos deux pays se poursuit par ailleurs de manière active. Au cours de l'année 2017, notre Représentation commerciale a organisé plusieurs visites des représentants des régions russes en France. Je tiens à souligner les relations amicales établies entre la mairie de Togliatti et celle de la ville du Havre, sous le mandat de M. Edouard Philippe, actuel Premier Ministre de la France. De plus, des délégations de la région de Vladimir, de la ville et de la région de Moscou ont effectué des visites à Lyon, ainsi que des délégations de la région de Nijniï Novgorod et de la région de Sverdlovsk.

Le recours à des missions de prospection représenterait, de mon point de vue, un outil efficace en vue de l'intensification des contacts d'affaires entre les entreprises russes et françaises. En 2017, notre Représentation commerciale a organisé plusieurs missions de ce type, comme par exemple la mission en France des start-up russes résidentes au centre d'innovation Skolkovo, au cours de laquelle elles ont participé au Festival numérique Future en Seine et au salon international Paris Retail Week.

Pour conclure, j'ajoute que nous préparons avec nos collègues français, le Forum économique international de Saint-Pétersbourg, qui se tiendra du 25 au 27 mai 2018. Pour cette nouvelle édition, le Président français, M. Emmanuel Macron, en sera l'invité d'honneur et prendra la tête de la délégation française des représentants des entreprises. Je suis persuadé que cet évènement marquera une étape clé pour le développement des liens russo-français. Les opportunités ne manqueront pas d'ailleurs, dans le cadre notamment de la candidature d'Ekaterinbourg à l'organisation de l'Exposition universelle 2025 auprès du Bureau international des Expositions (BIE). Nous sommes persuadés que notre victoire permettra de renforcer notre coopération avec nos partenaires étrangers, y compris la France.

La CCIFR partenaire des entreprises étrangères en Russie

Par M. Sergey Nikolaïévitch KATYRINE,
Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Fédération de Russie (CCIFR)

Il y a plus de quatre ans, la Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie (CCIFR) a lancé des initiatives visant à promouvoir les processus d'investissement qui représentent actuellement l'une de nos priorités stratégiques. En vue de les soutenir, la CCIFR met à disposition l'ensemble de son potentiel de ressources. À celles-ci s'ajoutent les ressources découlant de notre coopération avec la communauté des experts et les institutions de développement, ainsi que de nos contacts réguliers avec les ambassades, les missions commerciales et économiques, les bureaux de représentation des grandes entreprises étrangères, les banques et les institutions financières. Tout cela nous permet de proposer à travers la CCIFR une structure unifiée pour attirer les investissements en Russie et dans ses régions.

Dans la pratique, les régions de la Fédération de Russie font parvenir à la CCIFR leurs propositions d'investissement que nous analysons avec la participation d'experts du Département compétent pour la promotion des investissements et des innovations, ainsi que du Conseil scientifique et technique. Ces propositions sont ensuite envoyées au groupe constitué par des sociétés et des fonds d'investissement ainsi que des banques, à condition qu'elles soient conformes aux normes requises. De sorte qu'un investisseur potentiel ne reçoit que des projets qui ont été approuvés à l'issue des différentes étapes de cet examen d'expertise qualifiée.

Nous avons un certain nombre d'exigences à l'égard de ces propositions de projet. Celles-ci concernent avant tout l'équipe de gestion des projets proposés et l'expérience nécessaire de collaboration avec les invetisseurs, les garanties et les actifs propres, ainsi que les dimensions commerciale et technologique. En outre, nous promouvons sur les plateformes d'investissement de la Fédération de Russie et les bureaux de représentation de la CCIFR à l'étranger, les informations clé relatives à l'environnement de l'investissement dans les différentes régions du pays et aux projets prioritaires d'investissement et d'innovation. De plus, le site internet de la CCIFR propose des outils de recherches et toutes les actualités de l'activité économique des régions de la Fédération.

Nous travaillons sur les secteurs de l'économie réelle, en liaison étroite avec plusieurs institutions publiques de soutien à l'investissement, pour les aider à trouver et à sélectionner les projets pertinents. Au cours de la première moitié de l'année 2017 plus de 80 projets et propositions d'investissement ont ainsi été examinés. Après évaluation, 14 projets ont été présentés à des investisseurs potentiels. Le plus grand nombre de propositions d'investissement provenaient des secteurs industriel et agro-industriel.

La Russie est l'un des marchés prioritaires et les mieux étudiés par la plupart des grandes entreprises françaises. La France y figure parmi les premiers pays investisseurs en termes de volume annuel d'investissements directs et de nombre d'emplois créés.

Actuellement, il existe environ 1 200 entreprises françaises actives sur le marché russe, dont plus de 30 groupes majeurs tels que Total, Renault, Vinci et Saint-Gobain. Au cours des cinq dernières années, le groupe Schneider Electric a, par exemple, investi plus d'un milliard de dollars dans le développement de ses activités de production, de services et d'ingénierie en Russie, et il prévoit d'autres investissements dans le renforcement de ses sites de production. Dans un autre secteur, le groupe Auchan est devenu fin de 2016 la plus grande entreprise étrangère opérant en Russie avec un chiffre d'affaires de 414 milliards de roubles (soit 6,5 milliards d'euros au taux de change de 63,5 roubles / euro au 12/01/2017).

D'un point de vue général, le nombre de projets d'investissements étrangers en Russie a fortement augmenté en 2015 : les investisseurs étrangers non offshores ont investi dans 201 projets, un volume parmi les plus élevés ces dernières années. Cette tendance se poursuit, puisqu'en 2016, on comptait 205 projets, permettant à la Russie de gagner une place, au 7e rang, dans le classement des 10 premiers pays européens en ce qui concerne le nombre de projets d'investissement direct étranger (IDE).

L'Europe de l'Ouest reste l'investisseur principal dans l'économie russe. Les investisseurs français ont, par exemple, investi dans 20 projets en 2016 (bien que je constate que les investisseurs allemands ont renforcé leur position de leader en ce qui concerne le nombre de projets d'IDE. Leur nombre a augmenté de près de 20% - de 36 à 43).

La production constitue toujours l'activité de l'économie russe qui compte le plus grand nombre de projets d'IDE. Avec 171 projets en 2016, leur nombre est toutefois resté inchangé. La plupart des emplois sont également créés dans le domaine de la production. Au plan sectoriel, l'industrie alimentaire occupe une position leader. En outre, les investisseurs étrangers ont activement investi dans les domaines de la fabrication de machines et de biens d'équipement, des produits chimiques (23 projets) et de matériel électrique. En revanche, aucun projet n'a pratiquement été réalisé en 2017 dans le secteur forestier et dans celui de la fabrication de textiles.

Concernant l'extension des sanctions par les États-Unis et l'Union européenne (UE), je tiens à souligner que l'Association des entreprises européennes, qui est le principal représentant des intérêts des investisseurs étrangers en Russie et au sein de l'Union économique eurasienne, regroupant plus de 500 sociétés des pays membres de l'UE et l'Association européenne de libre-échange (AELE), s'est opposée à de nouvelles sanctions en août 2017 et a appelé les autorités américaines, russes et européennes à dissocier commerce et politique.

Les membres de l'Association des entreprises européennes ont également mis en exergue leurs conviction que le commerce est un des liens les plus importants entre les États et les populations, et que les principes du libre-échange ne devraient pas être soumis à de telles restrictions.

Plus généralement, pour les entreprises étrangères avec lesquelles la CCIFR coopère dans le domaine du soutien aux investissements, l'instabilité du cadre législatif et sa susceptibilité à de fréquents changements représentent le problème majeur du cadre réglementaire et juridique russe et un frein à l'attractivité de la Russie en matière d'investissements.

D'après Philippe Pegorier, Président de la société française Alstom en Russie et membre du conseil d'administration de l'Association des entreprises européennes, le commerce a besoin d'une législation stable, de sorte qu'il soit possible d'élaborer des stratégies d'entreprise à long terme, dans la clarté et la transparence des définitions. Ce problème est considéré comme bien plus grave que les grands obstacles administratifs, l'application sélective des lois, ou l'utilisation de normes et de règles obsolètes. Selon les investisseurs, la réglementation technique, le droit du travail et le droit administratif sont les domaines qui rendent le plus difficile les activités des entreprises.

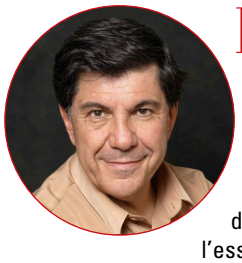
Selon les acteurs du marché, des changements positifs significatifs sont introduits dans la législation russe dans les domaines de la réglementation financière et douanière. L'adoption de la loi sur l'évaluation spéciale des conditions de travail et l'abolition des ordres de mission figurent parmi les mesures ayant eu des effets positifs sur l'activité des entreprises. Dans le domaine de la réglementation douanière, l'adoption du Code douanier de l'Union économique eurasienne, la mise en œuvre des principes de gestion électronique des documents dans certains domaines d'activités opérationnelles et l'application d'une législation douanière plus adaptée sont également considérées comme des innovations positives.

L'accomplissement des projets commerciaux des entreprises étrangères en Russie sont largement liés à la localisation de la production et au recours à davantage de fournisseurs russes. D'après les experts de la CCIFR, les secteurs les plus attrayants pour les investisseurs étrangers à court terme sont ceux de l'électricité, de l'industrie pharmaceutique et de l'agro-alimentaire.

Si les régions de Moscou et de Saint-Pétersbourg concentrent l'activité économique, les entreprises françaises développent également leurs activités à travers les régions russes, à l'instar de l'usine de production d'insuline inaugurée par le groupe français Sanofi à Vostok, dans la région d'Orel, en juin 2013.

La situation économique de la Russie et ses perspectives

Par M. Jacques SAPIR,
Directeur d'études (retraité) à l'École des Hautes Études HESS, Membre étranger de l'académie des sciences de Russie



La Russie connaît, depuis l'été 2017, un retour de la croissance. Mais il reste cependant trop modéré pour que les objectifs du gouvernement soient atteints.

Ce retour de la croissance survient après une année marquée par une récession sensible (2015) et une année de quasi-stagnation (2016). Il est, pour l'essentiel, lié à l'activité industrielle, qui a redémarré dès la fin de 2016, soutenue par la production agricole et l'agro-alimentaire. Ceci se traduit par un pourcentage de chômeurs relativement bas (5,2% de la population active) et une hausse des salaires réels notables depuis le début de 2017. Combinés avec une inflation historiquement faible, une dette publique bien contrôlée (17% du PIB), un excédent commercial massif, et des réserves de change qui ne cessent d'augmenter (450 milliards de dollars début mars 2018), ces facteurs pourraient indiquer que l'ensemble des voyants macroéconomiques sont au vert.

Cependant, des freins existent au développement de l'activité économique. Tout d'abord, si l'activité exportatrice va bien, et elle le doit à la forte dépréciation du rouble qui donne un avantage compétitif évident aux entreprises russes, l'activité liée à la consommation intérieure reste peu dynamique. La raison en est le montant des prélèvements sur le revenu des ménages qui a fortement augmenté en 2015 et 2016 pour compenser la baisse des revenus des hydrocarbures dans le budget. Si le revenu des ménages augmente à nouveau depuis l'été 2017, il n'a pas retrouvé son niveau de 2014.

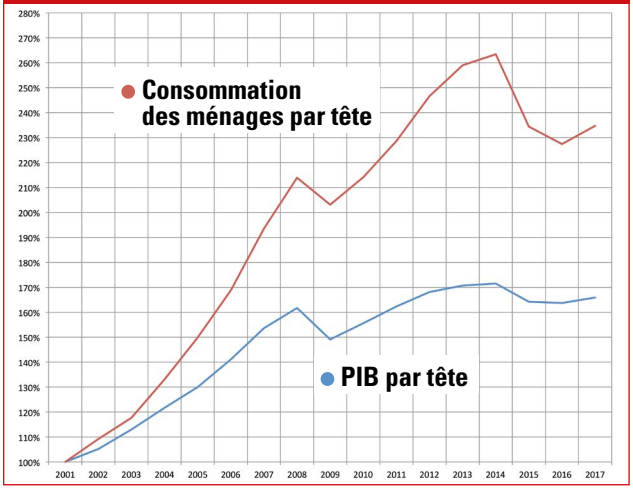
Ensuite, le niveau très élevé des taux d'intérêts réels pénalise tout autant les entreprises (dont la plupart ne peuvent recourir au crédit pour financer les investissements) que les ménages. De fait, le taux d'intérêt réel d'environ 9% à 11% pour les ménages est un frein considérable à l'achat de logement, ce qui explique que le secteur de la construction – en dépit d'efforts dans certaines villes et en particulier à Moscou – reste peu actif.

Enfin, la politique fiscale et budgétaire du gouvernement est trop peu dynamique, et ne cible pas assez les projets susceptibles d'avoir un impact majeur sur la croissance, comme les infrastructures ou l'éducation, autre secteur qui a pâti de l'austérité budgétaire depuis 2014.

Si le gouvernement veut réellement accélérer la croissance, il doit d'une part reprendre la main sur la politique monétaire et contraindre la Banque centrale de Russie de baisser fortement son taux directeur (qui ne devrait pas excéder 4,5%). Il dit surtout déployer une politique budgétaire plus dynamique visant à faire monter les revenus des couches les plus modestes et à investir dans les secteurs susceptibles d'engendrer une forte croissance, soit les infrastructures de transport, le logement, l'éducation et la santé. Pour cela, il doit temporairement abandonner l'idée de stériliser une partie des recettes du commerce extérieur dans le fond de la richesse nationale.

Dans son discours du 1er mars 2018, le Président Vladimir Poutine a indiqué que de telles mesures pourraient être les priorités du nouveau gouvernement après les élections présidentielles. Il reste à voir comment ces priorités seront appliquées.

PIB par habitant et part de la consommation des ménages dans le PIB



Cap sur une nouvelle dynamique économique

Vainqueur sans conteste du scrutin du 18 mars 2018, le Président Vladimir Poutine s'apprête à entamer en mai un quatrième mandat qui risque fort d'être placé sous le sceau de relations tendues avec les pays occidentaux. Mais comme le chef du Kremlin l'a souligné dans son discours à la nation le 1er mars 2018, c'est surtout la modernisation de l'économie qui représentera le principal enjeu de la prochaine décennie pour la Russie. Un processus qu'il compte bien mener à terme en ouvrant davantage le marché russe à l'investissement, malgré les difficultés actuelles induites par les sanctions internationales.

Conçu par le groupe russe Sukhoï, l'avion régional Superjet 100 embarque des technologies françaises comme les systèmes avioniques réalisés par le groupe français Thales ou le turboréacteur SaM146 produit au sein de Power Jet, société commune détenue par le groupe Safran Aircraft Engines et UEC Saturn.

« *Nous devons étendre la liberté à tous les domaines, renforcer les institutions démocratiques (…). Nous devons nous débarrasser de tout ce qui entrave notre développement et empêche les gens de libérer pleinement leur potentiel.* » À deux semaines de l'élection qui l'a vue reconduit à la tête de la Russie, le Président Vladimir Poutine avait donné un avant-goût de son programme d'action pour les six prochaines années. Dans le discours à la nation qu'il a prononcé devant la Douma le 1er mars 2018, il n'a pas hésité à fixer un objectif ambitieux : « *La Russie doit s'affirmer parmi les cinq plus grandes économies mondiales et son PIB par habitant doit s'accroître de 50% d'ici la moitié de la prochaine décennie* ».

S'il n'a pas été question de réforme *stricto sensu*, il s'agit bien de soutenir, voire d'accélérer de profondes transformations pour permettre à l'économie russe d'embrasser la révolution des nouvelles technologies du numérique, de l'information et de la communication.

Le défi est de taille d'autant que la reprise de la croissance économique est restée timide en 2017, à hauteur de 1,5%, et que le pouvoir d'achat des Russes a continué de s'effriter. Une performance modeste comparée à la dynamique soutenue des années 2000-2008 lorsque le PIB affichait une progression de 7% par an, avant que l'économie russe ne se contracte sévèrement sous l'effet de la crise financière internationale (-8% en 2009). La reprise en 2014 a malheureusement été de courte durée en raison de l'effondrement des prix du pétrole (début 2016, le baril de Brent atteignait un peu plus de 30 dollars), rapidement suivis par ceux du gaz.

Si la remontée des cours depuis le début 2018 laisse entrevoir des jours meilleurs, la volatilité du marché pétrolier international reste un problème sérieux pour l'État russe, dont une large part des recettes provient de l'industrie extractive. Et pour cause, l'économie du deuxième producteur mondial de pétrole et de gaz reste encore trop peu diversifiée : avec les autres filières minières (charbon, or, nickel et cobalt, diamant, bois, etc.), les ressources naturelles représentent deux tiers des exportations russes.

Si la Russie sort néanmoins lentement mais surement de la plus longue récession (-2,8 % en 2015 et - 0,2 % 2016), la priorité du prochain gouvernement russe restera donc la diversification des sources de croissance. D'ici 2024 le Kremlin veut doubler la part des exportations du secteur non-extractif et non-énergétique, pour les porter à 250 milliards de dollars par an, tandis que les exportations de services doivent être portées à 100 milliards de dollars par an (notamment en matière de services, de santé, de tourisme et de transport).

Dans cette perspective, les autorités russes peuvent s'appuyer sur l'héritage de l'Union soviétique dans des domaines de haute technologie : l'espace, l'armement ou la recherche fondamentale. Elles misent surtout sur les récents investissements réalisés pour la création de centres de recherche scientifique d'excellence à Gatchina (oblast de Léningrad) et Dubna (oblast de Moscou), ou encore pour le lancement du projet de synchrotron à Novosibirsk Akademgorodok et d'un collisionneur de nouvelle génération à Protvino, à 100 km au sud de Moscou.

Du discours du chef de l'État devant les parlementaires russes, la presse internationale a d'ailleurs surtout retenue l'annonce de nouveaux armements nucléaires russes. Au-delà de l'avertissement clair de ce message, la Russie veut montrer qu'elle ne perd rien de son savoir-faire. Les fleurons de son industrie comptent d'ailleurs bien l'exporter, à l'instar du groupe Vertolety Rossii (Russian Helicopters) présent en force lors du salon aéronautique de Singapour en février 2018, avec son nouvel hélicoptère de transport lourd Mi-171A2 ou l'hélicoptère multifonctions Ansat. Le groupe Sukhoï était également à Singapour avec son Superjet 100 qui arborait pour l'occasion de nouveaux « saberlets », extrémités de voilure censées diminuer sa consommation de carburant. En dépit des difficultés rencontrées, le lancement de cet avion régional, le premier conçu en Russie depuis l'effondrement de l'URSS, paraît désormais bien assuré, notamment en Europe où la compagnie CityJet qui en a commandé 15 modèles, est la première à l'exploiter depuis 2016. Ce au grand bénéfice de la coopération économique franco-russe, puisque le Superjet 100 embarque des technologies françaises comme le turboréacteur SaM146 produit au sein de Power Jet, société commune détenue par le groupe Safran Aircraft Engines et UEC Saturn.

Même si la dégradation des relations avec les pays occidentaux depuis 2014 pèse sur l'attractivité de la Russie, les entreprises étrangères et en particulier françaises ne s'y trompent pas. Certaines comme Sanofi investissent d'ailleurs pour exporter notamment dans l'espace de l'Union économique eurasiatique. Le potentiel économique russe est immense et elles sont les premières à inciter les autorités politiques à reconsidérer leurs positions. ● **CH**

Situé au-delà du cercle polaire, sur l'estuaire de la rivière Ob où, en hiver, la température peut chuter jusqu'à -50°C, le projet Yamal LNG est un défi technologique visant à exploiter plus de 4 milliards de barils équivalent pétrole de réserves gazières. Lancé fin 2013, il est développé par le groupe français Total, le groupes russe Novatek, le compagnie pétrolière chinoise CNPC et le Silk Road Fund. Il représente l'un des projets de gaz naturel liquéfié parmi les plus grands et les plus complexes au monde.

La Russie : un marché avec de réelles opportunités d'affaires

Entretien avec M. Yannick TRANCHIER,
Fondateur de la Maison des Entrepreneurs français (MEF) à Moscou, Président fondateur de la société Ob'vious, Co-fondateur de NUMA Moscow

La Lettre Diplomatique : Monsieur le Président, la Maison des Entrepreneurs français (MEF) célèbre en 2018 son 5e anniversaire. Pouvez-vous nous en expliquer les missions ?

M. Yannick TRANCHIER : La MEF est le guichet unique pour les petites et moyennes entreprises (PME) françaises qui souhaitent s'implanter en Russie. C'est un incubateur qui propose tous les services nécessaires à la création d'entreprise, mais aussi à l'hébergement et à la gestion administrative, comptable et juridique, ainsi qu'au recrutement. Depuis le début 2018, elle offre également des services de distribution pour les producteurs français qui ne souhaitent pas s'implanter à travers une filiale locale mais qui cherchent toutefois à pénétrer le marché russe.

L.L.D. : Quelles étaient vos motivations pour la mise en œuvre de ce projet ?

Y.T. : C'est une anecdote que j'aime beaucoup raconter. Tout est parti de la société de conseil en innovation Ob'vious que j'ai créé en France en 2011. Mes activités me conduisaient déjà à me rendre souvent en Russie où j'avais pu constater le dynamisme de l'économie comparé au climat un peu compliqué que connaissait alors la France. J'ai donc décidé de m'installer en Russie pour développer les activités d'Ob'vious. Mais à mon arrivée à Moscou, je n'ai pas trouvé d'incubateur français qui pouvait m'aider dans mon implantation. J'avais également à mes côtés deux clients qui étaient dans la même démarche. J'ai donc créé la MEF en septembre 2013 pour répondre à ces attentes.

L.L.D. : Pourquoi avoir choisi la Russie pour le développement de vos activités ?

Y.T. : C'est très rationnel, et ça peut surprendre parce que lorsqu'on discute avec des expatriés français à Moscou, c'est souvent une histoire passionnelle. Pour ma part, j'ai eu l'opportunité il y a une quinzaine d'années, de faire de la sous-traitance logiciel en Russie. J'étais alors responsable d'un département de développement de logiciel pour un grand groupe français et je cherchais, pour tout dire, des solutions *low cost*. Je me suis intéressé à de nombreux pays – l'Inde, le Maroc, la Tunisie, la Roumanie, la Pologne. Un peu par hasard, un ami m'a indiqué qu'il y avait de très bons développeurs russes à Akademgorodok dans la banlieue de Novossibirsk. Je m'y suis rendu pour la première fois en février 2003. J'ai été accueilli par un froid sibérien – moins 40°C –, mais surtout par des Russes, d'une part, très chaleureux et, d'autre part, très compétents. Par la suite, j'ai continué à entretenir et à développer mes relations avec un partenaire russe de Novossibirsk qui a fini par éclipser complètement tous mes autres partenaires. Cette expérience m'a permis de réaliser que les grands groupes, mais aussi les petites structures, pouvaient bénéficier du savoir-faire russe. C'est ainsi qu'est né le projet Ob'vious, d'abord à Paris puis à Moscou.

© DR

En 2018, la Maison des Entrepreneurs français (MEF) comptait plus 35 entreprises actives dans une diversité de secteurs économiques allant de l'industrie à l'agro-alimentaire.

L.L.D. : Mais vous ne vous êtes pas arrêté là…

Y.T. : En effet, après avoir créée la filiale russe d'Ob'vious puis la MEF en 2013, j'ai voulu me connecter davantage avec l'écosystème local russe. J'ai alors crée en 2015 un accélérateur pour start-up russes, Numa Moscou, en partenariat avec Numa qui est le premier accélérateur européen de start-up, créé en France en 2000.

L.L.D. : Il existe des différences importantes entre les environnements russes et français, à commencer par la langue. Comment avez-vous surmonté ces barrières culturelles ?

Y.T. : Il est certain que la langue constitue une vraie barrière, d'autant qu'à l'origine, je n'avais pas d'affinités particulières pour la Russie. J'y suis allé sans parler russe. J'ai appris les rudiments de la langue, mais je ne la pratique pas dans le cadre de mes activités professionnelles. Ce n'est pas un frein pour autant. Je travaille en français et en anglais que tout le monde parle dans les secteurs des hautes technologies. J'ai également créé une équipe de 15 personnes pour gérer l'ensemble des activités et qui sont toutes russophones. Si la moitié est française, nous comptons de plus en plus de Russes. On se « russifie » comme toutes les entreprises actives dans le pays. C'est une tendance naturelle.

Pour ce qui est des autres aspects, je dirais que pour les échanges entre les start-up, les chercheurs ou encore les techniciens, il n'y a quasiment aucune différence. Ce qui facilite énormément la collaboration entre les sociétés technologiques.

Quand on est un entrepreneur français en Russie, la plus grosse difficulté culturelle à surmonter réside, en fait, dans le management. Manager des salariés russes n'a absolument rien avoir avec les pratiques en France. En Russie, le management participatif est à proscrire. Je n'ai pas connu l'URSS mais j'imagine que l'héritage soviétique se traduit encore par une société extrêmement hiérarchisée : c'est le chef d'entreprise qui donne les ordres et qui doit dire tous les jours à ses employés ce qu'ils doivent faire. Laisser des libertés et des prises d'initiatives est souvent mal compris, voire mal interprété, et j'ai eu quelque déconvenues au début avec des employés russes qui prenaient le management participatif et, donc, la responsabilisation et l'autonomie pour de la faiblesse. Bien sûr, les nouvelles générations changent, elles s'internationalisent de plus en plus, elles font leurs études en Europe ou aux États-Unis.

L.L.D. : Le recrutement constitue donc une question clé dans les services de la MEF comme d'Obvious.

Y.T. : Tout à fait. Au sein de la MEF, c'est un partenaire exclusif indépendant (Atsal) qui assure les services de recrutement pour ma propre équipe et pour tous les résidents. Il est essentiel de disposer d'une agence biculturelle dans ce domaine. Il faut être capable d'expliquer les différences culturelles aux entreprises françaises qui veulent s'implanter en Russie et les spécificités des entreprises françaises aux candidats russes.

L.L.D. : La MEF a déménagé ses bureaux en 2017. Quel regard portez-vous sur son évolution ?

Y.T. : Nous connaissons une dynamique très forte. Lors de son inauguration en septembre 2013, la MEF occupait un espace de 100 m² en open space qui est rapidement devenu trop petit. Nous avons dès lors déménagé une

première fois en 2014 pour une superficie de 700 m². En 2015, la MEF a un peu stagné, en raison des difficultés géopolitiques. De nombreux projets d'implantation qui avaient été déclarés et enregistrés en 2014, n'ont pas abouti comme prévu. Les investissements français en Russie étaient alors globalement gelés. Toutefois, le développement de nos activités a pu se poursuivre en s'appuyant sur les entreprises qui étaient déjà implantées en Russie et qui souhaitaient sortir de leur isolement. Contrairement, par exemple, aux entreprises allemandes qui disposent depuis longtemps d'un centre d'affaires en Russie, les entreprises françaises sont éparpillées à travers le pays et n'avaient pas jusque là de point de rencontre.

À partir de l'été 2016, l'économie russe a connu un changement très fort de dynamique, tandis que les flux commerciaux et d'investissement depuis la France se sont rapidement accrus. Le nombre de résidents de la MEF a alors été multiplié par trois tout comme notre chiffre d'affaires. Nous avons donc été obligés de déménager une nouvelle fois, début 2017, et même de nous agrandir davantage quelques mois après. La MEF est ainsi passée d'une superficie de 700 à 1200 m² puis à 1500 m². Nous prévoyons d'atteindre en fin d'année 2018 une superficie de 2500 à 3000 m².

L.L.D. : Pourriez-vous nous décrire les clients de la MEF, la nature de leurs activités et de leur structure ?

Y.T. : La MEF accueille des entreprises de tous les secteurs d'activités. On compte 35 entreprises, sans doute un peu plus parce que nous avons enregistré plusieurs nouveaux membres en début d'année. Un certain nombre se développent plutôt dans les technologies de l'information et sont liées à mon background personnel, à mon réseau et à tout l'historique d'Ob'vious. D'autres sont dans la logistique, l'industrie aéronautique, ou encore les biotechnologies. Ce qui est nouveau, c'est la forte tendance que connaît le secteur agro-industriel en Russie depuis 2017 et qui suscite l'intérêt d'entreprises françaises. Un embargo sur certains produits est certes en vigueur, mais il existe une très forte demande russe en matière de biens d'équipement et de savoir-faire. Et les Français jouent dans ce secteur un rôle leader à l'échelle mondiale. Si les grands groupes agro-industriels français sont présents en Russie depuis longtemps, nous accompagnons désormais de plus en plus de PME.

Parmi nos clients, nous comptons en effet de nombreuses PME, mais également des entrepreneurs désireux de faire aboutir leurs projets de création d'entreprise – d'où le nom de la MEF. Il s'agit le plus souvent de Français qui sont déjà installés à Moscou et qui ont décidé de quitter leur poste d'expatrié dans un grand groupe pour se lancer dans l'aventure entrepreneuriale. Ils représentent environ un tiers de nos résidents.

L.L.D. : Alors qu'il était Ministre de l'Économie et des Finances, le Président Emmanuel Macron, avait participé au lancement du French Tech Hub de Moscou. Comment s'est développée cette initiative ?

Y.T. : C'est un sujet que je connais assez bien car je suis membre fondateur du French Tech Hub de Moscou avec Business France. Nous avons d'ailleurs récemment organisé un comité de pilotage. Il faut bien comprendre que la French Tech est avant tout une marque, un outil de communication qui a pâti en Russie du contexte géopolitique difficile. Il s'agit également d'une structure bénévole, aux moyens donc très limités. Pour autant grâce à la connaissance de l'écosystème local des membres du French Tech Hub, nous avons pu développer des relations privilégiées qui nous ont permis d'organiser un certain nombre d'évènements, de rencontres croisées à Paris comme à Moscou. Prochainement, la visite d'une importante délégation russe est ainsi prévue lors du prochain salon Vivatech. Cet exemple me permet de souligner les deux dimensions du rôle du French Tech Hub : d'une part, de promouvoir le savoir-faire technologique français en Russie, mais aussi d'attirer les talents russes en France.

L.L.D. : Justement, la présence économique russe en France demeure modeste. Comment pourrait-elle être renforcée ?

Y.T. : C'est un domaine d'activité que j'ai commencé à développer plutôt dans le cadre de Numa Moscou, donc très ciblée sur les secteurs de haute technologie. C'est une suite logique puisqu'en tant qu'accélérateur, notre objectif est de découvrir ces pépites russes qui sont parfois hyperlocalisées

© DR

M. Yannick Tranchier, Fondateur de la Maison des Entrepreneurs français (MEF) où il a accueilli le 25 janvier 2018 S.E.Mme Sylvie Bermann, Ambassadeur de France en Russie et M. Marc Sédille, Consul général de France en Russie.

en région et de les aider à se développer rapidement sur leur marché local, pour qu'elles puissent ensuite s'exporter avec une base solide. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, après chaque programme d'accélération, nous organisons une semaine de voyage d'affaires à Paris pour initier des contacts et préparer un projet d'implantation en France.

Par ailleurs, il existe toute une gamme de dispositifs français comme russes pour favoriser les investissements russes en France. Mais, la France demeure un petit marché comparé à la Russie ou à d'autres pays, avec ses contraintes comme le coût de l'emploi.

L.L.D. : Dans le secteur de l'innovation, quelles opportunités peut ouvrir le projet de technoparc de Skolkovo pour les entreprises françaises ?

Y.T. : Ce projet demeure pour l'instant très méconnu des entreprises françaises, d'autant qu'il tarde un peu à se concrétiser : la ville nouvelle n'est sortie de terre qu'en 2017 tandis que les projets de centre de R&D évoqués par des grands groupes comme Airbus et avant IBM, Samsung ou Cisco, restent encore majoritairement des effets d'annonce.

Mais Skolkovo est un projet auquel je crois, que je soutiens et dont je suis partenaire depuis 2012. J'avais alors conduit une délégation de Skolkovo à Paris et nous avons depuis lors entretenu ces relations de partenariat. Ces liens se sont encore renforcés avec la création de Numa Moscou qui est le partenaire d'accélération des start-up de Skolkovo. De plus, il existe une volonté affichée d'aider les entreprises étrangères à s'installer, à localiser leurs activités de R&D, à protéger leur propriété intellectuelle et à soutenir leur développement commercial. Mais très peu sont enregistrées à ce jour. Je ne connais qu'une seule entreprise française (Kameleoon) que j'ai accompagnée en Russie en 2012 et qui a récemment rejoint Skolkovo.

L.L.D. : Quelles sont vos attentes à l'égard de la participation du Président Emmanuel Macron au Forum économique de Saint-Pétersbourg ?

Y.T. : Le déplacement qu'accomplira le Président Emmanuel Macron à l'occasion du Forum de Saint-Pétersbourg constituera sans doute un signal fort pour favoriser la détente des relations franco-russes et pour améliorer les échanges commerciaux entre nos deux pays. Comme je vous l'ai dit les tensions géopolitiques ont eu un impact significatif dans ce domaine. De nombreux projets d'implantation ont été gelés. Même si la situation s'est nettement améliorée depuis lors, ce genre de signaux, tout comme la visite officielle du Président Vladimir Poutine à Versailles en mai 2017, ne peuvent qu'encourager les entreprises à développer leurs projets.

J'ajouterai à l'attention des entreprises et notamment des PME françaises : venez en Russie, faites un premier voyage, une première mission dans le cadre d'une mission Business France par exemple, pour vous rendre compte sur place de la réalité russe qui est très différente de celle qui est perçue depuis la France. La majorité des PME qui nous viennent de Moscou pour la première fois repartent avec une vision positive du pays et avec des opportunités concrètes. La MEF est ensuite là pour les aider à concrétiser ces opportunités.

Le rôle du Conseil consultatif pour l'investissement étranger (FIAC)

Par M. Alexander IVLEV,
Directeur Pays Associé pour la Russie d'EY, Coordinateur des participants étrangers du FIAC

Le Conseil consultatif pour l'investissement étranger (FIAC) a été fondé en 1994. Il résulte des efforts conjoints du gouvernement russe et des entreprises étrangères visant à améliorer le climat d'investissement en Russie. L'objectif principal du Conseil est de soutenir la Russie en vue de créer et de promouvoir un environnement favorable à cet égard, fondé sur une expertise globale et l'expérience des entreprises internationales opérant dans le pays.

Le Conseil est présidé par le Premier Ministre russe et comprend les dirigeants de 54 organisations représentants un large éventail de secteurs économiques – de l'agriculture aux machines-outils et à l'électronique. Parmi les membres du Conseil, figurent les représentants des entreprises françaises suivantes : Danone, Saint-Gobain, Sanofi, Schneider Electric S.A., le groupe Société Générale et Total S.A.

Tout au long de l'année, le FIAC concentre ses efforts sur les principaux enjeux économiques et industriels relatifs à l'environnement russe que traitent des groupes de travail pertinents dans les domaines suivants :

- Règlementations techniques et élimination des barrières administratives ;
- Amélioration de la législation fiscale ;
- Amélioration de la législation douanière ;
- Institutions financières et marchés des capitaux ;
- Secteurs du commerce et de la consommation ;
- Couverture médicale et secteur pharmaceutique ;
- Conditions d'implantation ;
- Utilisation efficace des ressources naturelles en Russie ;
- Efficacité énergétique ;
- Développement de l'innovation ;
- Développement de l'Extrême-Orient russe et de la Sibérie.

Les groupes de travail centrés sur les domaines prioritaires organisent des réunions régulièrement, leur principal objectif étant d'élaborer des suggestions et des recommandations sur les questions clés relatives à l'économie russe.

En 2017, les activités du FIAC ont été coordonnées par le Comité exécutif présidé par le Ministre du Développement économique de la Fédération de Russie. Le FIAC tient une session annuelle avec le gouvernement le troisième lundi du mois d'octobre pour échanger sur les priorités de la politique d'investissement, ainsi que pour analyser les amendements législatifs possibles en vue de résoudre les problèmes urgents et d'identifier les mesures pour améliorer le climat d'investissement, en tenant compte de l'intérêt de toutes les parties. Lors de la dernière session, qui s'est déroulée le 16 octobre 2017, les investisseurs ont discuté des défis économiques et des mesures susceptibles de favoriser un environnement d'investissement sain en Russie.

Les initiatives du FIAC ont un impact significatif sur l'économie russe : le total des investissements directs étrangers (IDE) réalisés par les membres du FIAC s'accroît constamment et atteignant désormais près de 160 milliards de dollars, tandis que plus de 225 000 nouveaux emplois ont déjà été créés. De plus, d'après l'Enquête 2017 sur l'attractivité européenne réalisée par EY, les investisseurs étrangers ont mis en œuvre en 2016 205 projets dans les secteurs manufacturiers et des services en Russie – un nombre record de projets d'IDE depuis le lancement de ce type d'enquête.

En conséquence, la Russie s'est hissée d'une place, au 7e rang, dans le classement des pays européens en termes de nombre de projets d'IDE. Ce fait confirme l'idée que la Russie demeure attractive pour les investissements. En 2017, les investisseurs étrangers se sont concentrés en majeure partie dans la création de nouveaux équipements industriels (166 projets). De plus, le nombre d'emplois créés par les projets d'IDE s'est accru de 6% (d'une année sur l'autre), s'élevant à 15 064 en 2016.

Nous nous réjouissons que l'Europe de l'Ouest demeure la principale région d'origine de l'investissement étranger en Russie : l'Allemagne a accru son leadership en termes de quantité de projets d'IDE, lesquels ont augmenté de près de 20%, passant de 36 à 43. La France a continué à se classer au deuxième rang, avec un nombre inchangé de projets d'investissements directs de 20 en 2015 et en 2016. Nous restons pleinement engagés à soutenir la coopération russo-française et nous espérons pouvoir mettre en œuvre de nouveaux projets en 2018.

EY a récemment réalisé son Baromètre mondial de la confiance des entreprises (Global Capital Confidence Barometer survey). Le public interrogé était composait de près de de 3 000 cadres dirigeants de 43 pays différents représentant 14 secteurs industriels étudiés en septembres et octobre 2017. Selon les conclusion de l'étude, la tendance se poursuit en 2017: la Russie demeure attractive pour les investissements directs étrangers et fait une meilleure performance que le Canada, les États-Unis, la Suisse et le Japon. Les secteurs les plus attractifs sont le pétrole et le gaz, l'industrie manufacturière, l'industrie biomédicale, les métaux et l'exploitation minière, et les technologies.

81% des participants russes estiment que l'économie mondiale s'améliore constamment tandis que 50% pensent que l'économie est stable ou montre des signes d'amélioration.

Nous constatons que l'économie russe montre des signes encourageants de rebond. Le FIAC continuera à contribuer à sa croissance à travers le renforcement de ses liens avec les partenaires étrangers et à créer les opportunités pour étendre encore davantage les relations économiques.

Ekaterinbourg en **lice** pour **accueillir** l'**Expo 2025**

Un an après le dépôt de sa candidature au Bureau international des Expositions (BIE) pour l'organisation à Ekaterinbourg de l'Exposition universelle 2025, la Russie doit encore faire face à la concurrence du Japon (Osaka) et de l'Azerbaïdjan (Bakou) après le retrait de la France. En attendant le vote des délégués en novembre 2018, la capitale de l'oblast de Sverdlovsk, région minière et industrielle au carrefour de l'Europe et de l'Asie, met en avant un projet construit autour du thème « Changer le monde : Innovations et meilleure vie pour les générations futures ». **CH**

France-Russie : une coopération multiforme et durable

Quel but pour les relations franco-russes aujourd'hui ?

Par M. Gérard LONGUET,
Ancien Ministre, Sénateur de la Meuse, Président du Groupe d'amitié France-Russie du Sénat

En matière de relations internationales, les problèmes de l'heure doivent s'apprécier en fonction du passé un peu, du présent beaucoup, et de l'avenir essentiellement. On observe malheureusement que cet ordre des priorités est trop souvent inversé. C'est ainsi qu'en 1914 éclata à complet contre-sens de l'histoire en train d'émerger, un conflit d'un autre âge, dont la catastrophe a accablé le 20e siècle tout entier, et détermine encore beaucoup des conditions actuelles.

Or, une certitude plane sur le 21e siècle : celle que l'humanité ne peut plus se permettre des erreurs de cette magnitude. Demain, dix milliards d'hommes aspireront à un partage équitable de la prospérité sur une planète ayant atteint ses limites.

Si nombre d'États, de nations, voire de populations, continuent à vivre de prétention à s'imposer, cette évidence globale qui s'impose à tous, d'un avenir qui sera coopératif ou qui ne sera pas, est l'unique enjeu qui doit présider aux visions prospectives. Il est de nature à rapprocher les peuples, moyennant l'apprentissage du partenariat, dont l'Union européenne (UE) est à peu près seule à s'être imposé la lente et patiente pédagogie depuis soixante ans. Cela lui confère une responsabilité d'exemple à suivre. Dont il résulte pour la France, qui y joue un rôle pivot, celle de montrer l'exemple.

C'est à la lueur de cette vision d'avenir que se pose la question des relations franco-russes aujourd'hui.

L'histoire leur est propice. Dès 1717, Pierre le Grand était venu chercher en France des éléments d'inspiration pour la Russie dont il voulait faire une grande puissance européenne. La Révolution française fut le bréviaire des révolutionnaires russes au 19e siècle, tandis que celle de 1917 fit rêver des générations de Français – dans un oubli commun, de part et d'autre, d'une affinité bien plus essentielle, qui était celle de la commune aspiration démocratique, celle aussi des intérêts concordants.

L'histoire culturelle mettrait en lumière des fécondations réciproques qui placent chacune des deux nations au foyer du génie de l'autre. La chronique historique est riche d'épisodes contrastés, qu'on peut invoquer pour nourrir les préventions ou alimenter la confiance, selon ceux qu'on choisit. Mais comment oublier qu'en 1944 le général de Gaulle, attentif aux équilibres du monde en devenir, et conscient de ce que l'écart entre 1914 et 1940 était, aussi, le révélateur de l'importance stratégique pour la France du concours militaire russe, se rendit à Moscou manifester à la Russie amitié et désir d'alliance ?

Que dire du présent ? Qu'il comporte des contentieux et vit d'esquives. Qu'il s'agisse de la Crimée, et donc de l'Ukraine aussi, de la Syrie, et donc du Proche-Orient tout entier, de la relation frontalière désormais immédiate entre Russie et Union européenne où OTAN, Russes et Occidentaux se comprennent mal et s'écoutent peu. En chacun, les matières à suspicion prennent le dessus sur les motifs d'entente. Mais comme on est entre grandes puissances conjointement comptables de l'ordre mondial, on esquive les sujets qui fâchent trop, afin de ne pas être conduits à des excès préjudiciables, restassent-ils verbaux. Règne ainsi une drôle de paix, éraillée par des mauvaises manières réciproques et frôlée par des démonstrations de force respectives qui sont toujours à risque. La sagesse des dirigeants confine le tout dans le registre des dépits, désagréments et désamours, mais dans la durée, le climat d'éloignement qui en résulte est préoccupant – comme un vieux couple va de la déprise à la désunion.

Nul n'est vraiment fondé à avancer sur tous ces dossiers des arguments péremptoires, car leur teneur est complexe. Mais, surtout, leur enjeu capital n'est dans aucun d'entre eux le sujet en cause. Il réside dans l'eau qu'ils apportent tous au moulin de la mésentente. C'est ce travers commun qu'il faut guérir, en soignant chacun de ses symptômes.

Il faut commencer par les aborder de front, franchement, dans le cadre d'un dialogue fondé sur la volonté, certes, d'aboutir sur chaque dossier selon sa difficulté, mais surtout de restaurer la volonté sincère d'avancer de concert. Chaque dossier, du reste, le commande : l'important en Syrie n'est pas de savoir si c'est la Russie ou l'Occident qui aura la palme, mais quand et comment tirer ce pays, cette région, ces peuples, d'une calamité multifactorielle à laquelle il n'y a pas de solution simple. Le plus important en Ukraine, mise à part la terrible lésion mémorielle, qu'il faut voir en face, c'est que cet immense pays trouve enfin les voies de la prospérité éclatante dont il est capable : il n'y a pas de chantier plus prometteur pour la Russie et l'UE que de s'en faire un projet commun, toutes mesures prises par ailleurs pour dissiper le soupçon qu'il y entrerait d'autres buts que de doter le continent d'une ressource régénérée.

Car l'avenir, lui, n'attend pas. Le 7 septembre 2013, le Président Xi Jinping a choisi Astana pour lancer son projet *Yi Dai Yi lu, One Belt One Road*, en contrepied explicite à une idée américaine de ressusciter les routes de la soie pour sortir d'Afghanistan. Ce projet, aujourd'hui connu sous le nom de BRI (*Belt and Road Initiative*), ne tend à rien moins qu'à relier étroitement la Chine et l'UE en agrégeant au passage tout l'entre-deux, sans s'interdire des extensions, de la Nouvelle-Zélande au Kenya. La Russie est évidemment au carrefour de cette ambition, qui enveloppe aussi l'Inde et le Pakistan, et qui réunit déjà tous les moyens de modeler une Eurasie – éternelle idée russe. L'ampleur et la portée de cette initiative indiquent à quel niveau se joue dorénavant le « Grand Jeu ».

Les pays d'Europe, Russie comprise évidemment, ne peuvent se contenter de regarder faire. Tout cela met en mouvement leurs intérêts majeurs et dessine une configuration géoéconomique, géopolitique, et quasiment philosophique du monde pour la fin du siècle. La Chine invite chacun à y apporter sa contribution et y donner sa marque, mais elle avance sans attendre personne. Et l'on sait que l'Amérique, ainsi contournée, ne reste pas immobile. Ajoutons que l'Afrique doublera sa population pour compter deux milliards d'hommes avant la fin du siècle, que le monde islamique déchiré reste lourd de menaces, que l'écologie a plus de signaux au rouge qu'au vert, et il devient évident que nous devons nous mettre nous aussi en action, en commençant par nous rapprocher de notre voisin le plus naturel et qui le restera à jamais, la Russie.

Mieux articulées, la Russie et les 28 nations qui forment l'UE seraient ensemble de très loin la première source de puissance au monde – non pas de la puissance aspirant à la prépondérance, comme jadis, mais de la puissance ressource, capable d'entrainer un mouvement de meilleure concordance entre les peuples du monde, en vue de la synergie faute de laquelle notre espèce et notre planète seront en danger avant la fin du siècle.

Nos aïeux ont pu s'aimer ou se haïr ; nous-mêmes restons ambigus dans nos approches réciproques ; mais nos petits-enfants ne nous pardonneraient pas de n'avoir pas su réussir aujourd'hui la coopération, quelque part entre congruence et confluence, que tout invite à rechercher sans plus attendre entre Russes et autres Européens, pour concourir au premier rang à la délinéation du monde qui sera le leur.

Aux Européens de se ressaisir, de l'Atlantique à l'Oural, s'ils ne veulent pas sortir de l'Histoire !

Plus d'un demi-siècle de partenariat spatial avec la Russie

Par M. Jean-Yves LE GALL,
Président du Centre National d'Études Spatiales (CNES)

50 ans ! La coopération spatiale franco-russe, c'est 50 ans de projets communs couronnés de succès : des dizaines de missions scientifiques extraordinaires, six Français dans l'espace, 17 lancements de Soyouz au Centre spatial guyanais…

Une coopération autour de trois axes

Depuis la signature entre la France et l'URSS, le 30 juin 1966, d'un accord de coopération pour l'exploration pacifique de l'espace, la coopération spatiale entre les deux pays s'est construite progressivement autour de trois axes : la science, les vols habités, l'accès à l'espace.

Dans le domaine scientifique, des instruments français ont été embarqués sur des satellites soviétiques dans les années 70 à 90. Puis, la Russie a participé à des missions scientifiques européennes. Aujourd'hui, elle est le partenaire principal du programme européen d'exploration de Mars, *ExoMars*, dont la première mission a été lancée par Proton le 14 mars 2016 et dont la deuxième mission doit être lancée en 2020.

À l'occasion du 52e Salion International de l'Aéronautique et de l'Espace, le Président du CNES Jean-Yves Le Gall a rencontré le Directeur général de Roscosmos Igor Komarov, le 19 juin 2017 au Bourget.

Pour les vols habités, cinq spationautes français sont allés dans l'espace de 1982 à 2001 grâce à l'URSS, puis la Russie. Nos scientifiques ont ainsi acquis une compétence en physiologie cardio-vasculaire et en neurosciences, toujours partagée avec les scientifiques russes via l'instrument Cardiomed sur la Station spatiale internationale depuis 2010. C'est encore grâce au vaisseau russe Soyouz que notre compatriote Thomas Pesquet a pu mener de nombreuses expériences scientifiques et éducatives depuis la station, entre novembre 2016 et juin 2017.

L'accès à l'espace, domaine particulièrement stratégique, est devenu un nouvel axe de coopération grâce à l'accord intergouvernemental signé en 1996. Au-delà de la commercialisation des lancements de Soyouz à Baïkonour, la France et la Russie ont ainsi décidé de placer le lanceur russe Soyouz sur le sol français au Centre spatial guyanais avec, depuis 2011, 17 lancements, tous réussis.

Une coopération tournée vers le futur

L'accord entre le CNES et son homologue russe Roscosmos, signé en 2015, montre notre volonté de poursuivre notre coopération tant sur l'étude de l'Univers, qu'il s'agisse de l'explorer ou de l'observer, que sur l'étude de l'homme dans l'espace avec en particulier, l'analyse du vieillissement en orbite.

À court terme, notre partenariat scientifique s'inscrit dans le cadre de missions européennes dont la plus remarquable est bien sûr *ExoMars*. L'instrument de mesure de la chimie de l'atmosphère de l'orbiteur lancé en 2016 est plus spécifiquement issu d'équipes russes et françaises. C'est également le cas de l'instrument français Phebus, qui intègre un sous-système russe, dans le cadre de la mission européenne *BepiColombo* pour explorer Mercure, qui sera lancée en 2018. En sciences de la vie, une expérience française est développée en vue du vol en 2022 de la capsule récupérable russe Bion-M2.

Tous ces échanges sont amplifiés par les rapprochements industriels qui ont débuté dans les années 90 et qui, d'utilisations d'équipements en développements conjoints de charges utiles, mettent en place des partenariats de plus en plus étoffés. Nous avons ainsi établi entre la France et la Russie une coopération dans le domaine spatial à la pointe de l'innovation, qui se base sur un partage de compétences scientifiques et industrielles ainsi que sur une profonde amitié entre celles et ceux qui s'y impliquent.

Les perceptions mutuelles des scientifiques russes et français

Par Mme Irina DEZHINA,
PhD HDR, Chef de département à l'Institut de science et de technologie de Skolkovo, Chercheur en chef à l'Institut de Politique économique Gaidar

La Russie et la France entretiennent de profondes interconnections culturelles y compris dans le domaine des sciences. À l'heure où la diplomatie scientifique suscite davantage d'attention et est perçue comme un moyen de favoriser de bonnes relations entre les pays, la compréhension de ses motivations et de ses origines, ainsi que la dynamique de développement des collaborations scientifiques entre la Russie et la France deviennent des questions d'actualité.

J'ai mené une enquête sur ces questions entre septembre 2016 et mai 2017. Elle était fondée sur des interviews en tête-à-tête avec des scientifiques russes et français qui ont expérimentés une collaboration de recherche dans nos pays respectifs. Les participants ont été interrogés sur des domaines tels que l'histoire des partenariats avec des collègues russes ou français, sur les raisons de leur instauration, sur le rythme de développement de ces collaborations, sur les bénéfices et les difficultés de leur travail conjoint, ainsi que sur les effets des sanctions économiques. Un total de 39 interviews (15 Russes et 24 Français interrogés) ont été conduites. Le nombre de personnes interrogées s'est amplifié au fur et à mesure, les noms du groupe initial de scientifiques ayant été suggérés par l'Ambassade de France à Moscou, incluant des chercheurs impliqués dans des collaborations relevant de programmes du gouvernement français ou de programmes franco-russes.

L'enquête a mis en évidence que les deux parties sont désireuses de coopérer et qu'il n'existe pas de problèmes insolubles. Les cher-

cheurs qui ne participent plus à des projets conjoints ou à d'autres formes d'interactions, ont souligné qu'ils avaient bénéficié de leurs expériences précédentes de travail avec la France ou la Russie, ou dans l'un ou l'autre pays. Dans plusieurs cas, ce qui est plus important, c'est que, même lorsque la coopération est arrivée à son terme, les liens d'amitié se sont poursuivis. Les amitiés personnelles peuvent, en effet, avoir un impact plus large sur le renforcement des liens entre les deux pays que des partenariats de recherche formels. Plus globalement, les scientifiques sondés ont fait valoir, directement ou indirectement, que les deux pays étaient liées par de fortes relations, ainsi que leur influence culturelle mutuelle ; dès lors, les interconnections culturelles contribuent, à leur tour, à soutenir les liens de recherche.

Comment démarrent ces collaborations ? L'enquête a démontré une variété de configurations, parmi lesquelles les rencontres lors de conférences internationales jouent un rôle important. Malheureusement, la Russie accueille aujourd'hui moins d'évènements de ce type que par le passé, en particulier dans le domaine des sciences humaines. En définissant des schémas de collaborations possibles, le soutien aux évènements internationaux devrait être soigneusement reconsidéré.

Les motivations de ces collaborations se sont avérées pragmatiques pour les deux côtés. Outre les échanges d'idées, les responsabilités partagées, les coûts de travail et la formation d'étudiants, les deux parties mettent en exergue leur intérêt pour des zones géographiques, des collections et des bases de données spécifiques, pour un accès à un équipement, à des méthodes et à des techniques de recherche uniques. Dès lors, des ressources scientifiques vastes et exceptionnelles (comme l'Installation européenne de rayonnement synchrotron – ESRF – à Grenoble) constituent le socle de partenariats de recherche durables.

Les personnes interrogées ont également mis en avant quelques problèmes qui entravent la coopération, mais aucun d'eux n'est exclusif aux collaborations franco-russes. Le manque de financement a été le plus souvent cité ; des problèmes tels que les difficultés pour obtenir des visas, le transfert d'échantillons, les échanges de données expérimentales et de matériels ont aussi été mentionnés. Dans certains cas, se pose la question de la barrière de la langue. Il est important de souligner que les sanctions n'ont pas particulièrement influencé les partenariats : pour les personnes interrogées les facteurs politiques ne peuvent pas avoir d'effet à l'échelle du travail universitaire.

En définitif, les chercheurs russes et français partagent l'idée que la science représente un domaine qui a de tous temps favorisé les liens entre les pays. Dès lors, il me paraît juste de conclure en citant les propos d'un Russe interrogé et qui se référait à un scientifique français : *« Les scientifiques devraient précisément être les « avocats de la culture » comme l'a dit une fois Jean-Pierre Sauvage. Ils voyagent beaucoup et voient d'autres cultures et traditions… Seuls les scientifiques sont indépendants. »*

Une amitié séculaire entre Nice et la Russie

Par M Chirstian ESTROSI,
Ancien Ministre, Maire de Nice, Président de la Métropole, Président délégué de la Région Provence-Alpes Côte d'Azur

Nice et la Russie sont unies par une longue histoire. Nos liens n'ont cessé de se renforcer au cours de ces dernières années. Et cette amitié profonde et sincère est appelée à prospérer.

Les relations nouées depuis le 18e siècle, ont toujours été empreintes d'un fort sentiment et elles ont cette particularité remarquable de n'avoir jamais été rompues même aux pires moments de l'Histoire.

Elles ont résisté à tous les aléas. Une telle continuité, c'est rare !

Les 10 000 résidents russes que comptent aujourd'hui la Côte d'Azur sont des acteurs importants de notre développement.

Quant aux vacanciers russes, ils sont de plus en plus nombreux à choisir notre destination. Ils sont plus de 200 000 à emprunter les liaisons directes quasi-quotidiennes avec Moscou et Saint-Pétersbourg, ou bien la ligne ferroviaire de RZD *Riviera Express* remise en circulation en 2010 entre Nice et Moscou.

Notre amitié séculaire renforce le sentiment d'appartenance de la communauté russe à la terre niçoise.

Une communauté fière que Nice soit la gardienne d'une partie importante du patrimoine historique de ce grand pays.

L'église orthodoxe édifiée par le Tsar Nicolas II fait l'admiration de tous nos visiteurs. Et je me félicite que l'État russe ait rendu toute sa splendeur à ce joyau.

La vitalité du partenariat de notre ville avec Saint-Pétersbourg jumelée depuis 1997, avec Moscou, signataire d'un accord de coopération depuis juin 2016, ou encore Yalta, repose d'abord sur cette amitié et cette estime réciproques.

La culture occupe une place majeure dans nos relations. Les grandes institutions culturelles sont au premier rang dans ce dialogue toujours renouvelé.

Parmi ces évènements, je veux citer plus particulièrement la représentation du Ballet Nice Méditerranée pour la première fois en Russie le 21 septembre 2015 au Théâtre Mikhaïlovski de Saint-Pétersbourg, la participation du Chœur de l'Opéra de Nice à la clôture du Festival « Opéra pour Tous » en juillet 2017 à Tsarskoye Selo, devant plus de 5 000 spectateurs, ou encore la 5ème édition en 2017 du Festival du Film russe en partenariat avec le Gosfilmofond.

Il y a aussi l'Histoire. Les commémorations à la mémoire de l'escadron légendaire Normandie-Niemen, mettant en valeur la fraternité des pilotes français et mécaniciens russes entre 1942 et 1945, ont été un moment fort.

En ce début de 21e siècle, nos liens sont également économiques, scientifiques et universitaires. L'ouverture d'une antenne de l'Académie des Sciences de Russie en 2016, et celle au 1er septembre 2017 de l'Université Franco-russe, en témoignent.

Notre territoire héberge d'ores et déjà plus de 300 entreprises dont des Russes assurent la direction et ce mouvement devrait s'amplifier au cours des prochaines années.

Les liens qui nous unissent, ont porté leurs fruits dans le passé, ils en portent dans le présent et en porteront encore davantage dans le futur.

© DR

M. Christian Estrosi, Maire de Nice, Président de la Métropole et Président délégué de la Région Provence-Alpes Côte d'Azur, accueillant le 12 mars 2018 S.E.M. Alexey Meshkov, Ambassadeur de Russie en France, en présence de M. Bernard Asso, Adjoint au Maire en charge de la politique énergétique.

L'amitié entre la France et la Russie à travers les âges

Par M. Eugène BERG,
ancien Ambassadeur, conseiller diplomatique à la Rédaction de La Lettre Diplomatique,
Auteur de la Russie pour les Nuls, Editions First, 2016

Entre la France et la Russie, deux États se trouvant aux deux extrémités du continent européen, les relations ne furent jamais purement diplomatiques, mais aussi culturelles, psychologiques et disons le spirituelles. Elles se sont établies bien tôt à l'heure où les communications entre Paris et Kiev, alors capitale de la « Rus » demandaient de longues semaines. Lorsque Anne, fille du prince de Kiev, Iaroslav le Sage, épouse le Roi Henri Ier, ce fut, contrairement à ce que l'on pourrait penser, plutôt un premier apport de culture de l'Orient à l'Occident, que l'inverse. Anne apportait sa grande érudition, signant en toute lettre son acte de mariage, alors que le roi français n'y apposait qu'une croix… Leur fils Philippe Ier, a prêté serment, comme bien des souverains qui lui ont succédé sur l'évangéliaire rédigé en vieux slavon conservé aujourd'hui à la bibliothèque de Reims. Pourtant il faudra attendre des siècles, pour que soient établies des relations diplomatiques entre les deux pays.

De Pierre le Grand à Napoléon : que de rendez-vous manqués !

Le voyage de Pierre le Grand à Versailles et Paris en 1717, célébré le 29 mai 2017 lors de la venue du Président Vladimir Poutine à Versailles pour inaugurer avec son homologue français l'exposition consacrée à la visite de l'empereur russe, fut en réalité un grand rendez-vous manqué. Logé au Grand Trianon, le fils du Tsar Alexis Mikhaïlovitch fut reçu à la cour de France par le jeune Roi Louis XV, âgé de 7 ans, et le Régent du Royaume de France, Philippe d'Orléans. Pour Pierre Ier, ce voyage, qui durera du 21 avril au 21 juin 1717, aux visées politiques et économiques, devait constituer aussi une source d'inspiration. Le Tsar réformateur souhaitait voir ce qu'il y avait de plus remarquable dans le royaume de France, pour l'adapter dans son empire et inspirer les travaux qu'il entreprenait depuis 1703 à Saint-Pétersbourg. Ne s'était-il pas écrié visitant la Sorbonne où est conservé le crâne de Richelieu : « *O sublime dirigeant je te donnerais la moitié de mon royaume si tu m'apprenais à gouverner l'autre moitié !* » Alors qu'il proposait une grande alliance à la France, celle-ci, pour ne pas indisposer la Suède, alliée traditionnelle, ni la Prusse, alliée du moment, ni la Grande-Bretagne et les Provinces Unies, se montra fort réservée. Le chancelier Dubois n'avait-il pas mis en garde le Régent contre Pierre, cet « *extravagant, né tout au plus pour être contremaître d'un vaisseau hollandais* » !

Que d'occasions furent perdues par la suite. Si la princesse Elisabeth, seconde fille de Pierre le Grand, née en 1709, qui parlait bien le français, s'était unie avec Louis XV, cette union matrimoniale aurait certainement eu des conséquences diplomatiques. Un tel projet était cependant peu probable, Russie et France étant encore des pays éloignés l'un de l'autre.

La mise en place des relations diplomatiques franco-russes date de 1717, lorsque le premier ambassadeur russe en France a remis ses lettres de créance. Il s'est développé par la suite une profonde francophilie parmi les élites russes, qui n'a jamais disparu en dépit des vicissitudes historiques. « *Avoir vu Paris, pour un Russe, c'est la même chose que pour un musulman d'avoir vu La Mecque* » proclame l'auteur dramatique Denis Fonvizine (1745 – 1792).

Autre grand rendez-vous manqué : celui entre Napoléon et Alexandre Ier. La rencontre de Tilsit, aux dires de Napoléon à Sainte-Hélène, qui avait pour objectif de circonscrire l'Empereur de Russie et de neutraliser l'Angleterre pour achever son œuvre impériale, fut l'époque la plus glorieuse de sa vie. L'histoire européenne a failli en effet basculer, le 25 juin 1807. Napoléon et Alexandre, les deux maîtres de chaque extrémité du continent furent sur le point de sceller une paix durable, voire une alliance tournée contre l'Angleterre. C'était sans compter l'existence de la Prusse qui en aurait fait les frais et de la Pologne, que Napoléon voulait restaurer.

On connait la suite : il en résulta le choc des deux empires et la campagne de Russie à l'issue de laquelle devait sombrer l'ordre napoléonien. Les pertes de la Grande Armée furent énormes : près de 300 000 morts, 200 000 prisonniers, 1 000 canons et 200 000 chevaux. La victoire russe, commémorée par l'*Ouverture 1812* de Tchaïkovski, est restée dans les mémoires. Après la défaite napoléonienne et le Congrès de Vienne, en 1815, la présence du Duc de Richelieu à la présidence du Conseil rassurera la Russie. La Russie qui avait confiance envers l'ancien gouverneur d'Odessa, dont la statue orne une des places principales de la ville désirait faire entrer la France dans le « concert européen » afin de faire contrepoids soit à l'Autriche, soit à l'Angleterre.

La marche vers l'alliance franco-russe de 1891-1892

Ce ne fut ni une course de vitesse, ni une longue marche, joyeuse, mais plutôt une course de haies que chacun des futurs partenaires eut à franchir pour aboutir à ce mariage de raison qui devînt assez vite un mariage d'amour. Notons-le : inquiets de l'évolution allemande les concernant, les autorités russes, au départ réticentes à l'égard de ce gouvernement républicain « *bête et mauvais* » firent les premières avances lors des manœuvres militaires menées en août 1890, auxquelles se rendit le sous-Chef d'État-major, le général de Boisdeffre.

Les généraux russes lui firent part qu'en cas d'attaque de l'Allemagne contre la France, celle-ci pourrait bénéficier de leur aide. Le gouvernement russe ira même un peu plus loin : « *l'accord intime entre la France et la Russie est nécessaire pour maintenir en Europe la juste pondération des forces* ». Mais à la proposition d'alliance formelle avancée par la France, la Russie tout d'abord se dérobera. Guère longtemps, car au vu du déroulement des évènements sur le continent européen, elle se rendit compte qu'elle était isolée. L'atmosphère franco-russe, se réchauffait comme le démontra l'accueil enthousiaste de l'escadre de l'Amiral Gervais à Cronstadt – une presqu'île, base marine près de Saint-Pétersbourg. Geste inédit : le Tsar Alexandre III rendit visite à l'Amiral Gervais sur le vaisseau amiral *Le Marengo* ! L'accueil chaleureux de Cronstadt eut un immense retentissement en Europe.

Restait à transformer l'essai car la France ne se contentait pas de belles paroles ou d'engagements vagues, c'est d'un accord militaire qu'elle voulait, de l'engagement formel de la Russie de prendre des mesures militaires, ce à quoi la Russie n'était pas encore prête à consentir. Aussi l'accord du 27 août 1891, simple échange de lettres, n'engageait les deux gouvernements qu'à se concerter « *sur toutes les questions de nature à mettre en cause la paix générale et stipuler que les deux parties s'entendraient sur les mesures à prendre au cas où l'une d'entre elles serait attaquée* ». Le Tsar, consentit, en mars 1892, à engager les conversations en vue d'une convention militaire.

L'accord est signé le 18 août 1892. « *Si la France est attaquée par l'Allemagne, la Russie emploiera toutes ses forces disponibles pour attaquer l'Allemagne. Si la Russie est attaquée par l'Allemagne, ou par l'Autriche-Hongrie soutenue par l'Allemagne, la France emploiera toutes ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne* ». Telle fut la base de cette alliance franco-russe tant célébrée depuis. Ce n'est qu'après la visite de l'escadre russe à Toulon, en octobre 1893, que le Tsar se décida à le faire ce qui fut fait le 27 décembre. Un traité de commerce signé en juin 1893, complétait la convention militaire faisant de l'entente une véritable alliance. Le 5 octobre 1896, le Tsar Nicolas II et la Tsarine Alexandra arrivent à Paris, en visite impériale en France, sous la présidence de Félix Faure. Le même jour, un décret paraît au Journal officiel : le pont qui doit être

© Presidency of the Russian Federation

Le Président russe Vladimir Poutine et le Président français Emmanuel Macron, le 29 mai 2017, au Château de Versailles où ils ont inauguré l'exposition Pierre le Grand, un tsar en France, 1717, *au Grand Trianon, pour commémorer la visite du Tsar fondateur de Saint-Pétersbourg au Roi Louis XV.*

établi sur la Seine à l'occasion de l'Exposition Universelle de 1900 est nommé « Pont Alexandre III », en l'honneur du père du Tsar Nicolas, artisan de l'alliance franco-russe.

Les riches rencontres littéraire, culturelle et musicale franco-russes

On l'a mentionné au début de notre article, les relations culturelles et artistiques entre la France et la Russie, ont été constantes, fécondes, profondes pour les deux pays. Entre l'esprit français et l'âme russe, le dialogue ne s'est jamais tari. Tel a été le cas de l'ancien diplomate qui avait séjourné à Saint Pétersbourg, Eugène Melchior de Voguë : il a fait connaître les auteurs russes dans *Le roman Russe* (1886) qui contribua à faire naître le mouvement néo-chrétien, réaction contre le naturalisme et le néo-scientisme si en vogue en France. Toute la puissance de la littérature russe représentée par la pléiade de Gogol, Tourgueniev, Tolstoï, Dostoïevski a pénétré dans les foyers et les écoles françaises qu'elle ne devait jamais quitter. Le relâchement de la censure, conduira les écrivains sur la voie d'une critique sociale plus prononcée et s'orientera vers un nihilisme. Le mot *nihilisme* a été employé, forgé par Tourgueniev dans son roman *Père et Fils* (1862). On trouve une plaque sur l'immeuble de la rue de Rivoli à Paris, en face des Tuileries, où l'auteur des *Récits d'un chasseur* a achevé son roman. Serge de Diaghilev, fut surnommé par Jean Cocteau, « *tsar des artistes* », et Picasso dira de lui : « *c'est le plus grand artiste du XX^e siècle.* »

Né en 1872, au cœur de la Russie, deux ans après Lénine, Diaghilev attira les talents les plus divers sur ses scènes : musiciens, Debussy, Ravel, Satie, Milhaud, Chabrier, Auric, de Falla, Prokofiev et Stravinski ; sans parler des peintres : Picasso, Max Ernst, Derain, Juan Gris, Rouault. Dandy, amateur génial, impresario avisé, il avait fondé *Le Monde de l'art*, le journal le plus avancé sur l'art moderne, qui parut en Russie de 1898 à 1905. Il a fait connaître le superbe chanteur Chaliapine, dont la voix de basse subjugua toute l'Europe. Assuré de ce succès, il lance en 1909 au Châtelet, la saison des Ballets Russes, qui conquit le public parisien emporté par cette fougue, cette jeunesse, cette originalité.

Diaghilev avait inventé, un des tous premiers, une forme de spectacle intégral où se mêlaient, musique, danse, peinture et poésie. Lorsque des décors sont exécutés par de grands peintres comme Alexandre Benois, Nicolas Roerich et Léon Bakst et même Picasso on peut juger de l'éclat du spectacle. La chorégraphie confiée à Mikhaïl Fokine vise à l'unité absolue de tous les éléments. Après avoir renouvelé le grand répertoire classique – *Les Sylphides*, *Giselle*, *Le Pavillon d'Armide*, les Ballets Russes se lancent dans des spectacles qui puisent dans le folklore, comme *Les Danses polovtsiennes* du Prince Igor en 1909, puis éblouissent un public parisien ébahi dans Shéhérazade, avec la danseuse Ida Rubinstein. C'est cette célèbre danseuse et mécène qui commanda le *Boléro* à Maurice Ravel, la musique française aux droits d'auteur les plus élevés.

La défaite des Blancs, consommée en 1921, jeta sur les chemins de l'exil près des trois-quarts de l'intelligentsia russe. Ceux qui n'ont pas pris la fuite sont chassés en 1922 par Lénine. 160 intellectuels seront bannis, de quoi constituer plusieurs universités : Nikolaï Berdiaef, Serge Boulgakov, les frères Losski, le philosophe Ivan Illin, Serge Troubetskoï, Michel Ossorguine. Paris deviendra dans les années 1950, la capitale de l'émigration russe dans le monde, avec son lycée à Boulogne, ses nombreuses églises, ses journaux, ses revues littéraires et philosophiques, ce qui détrompe le concept largement popularisé du prince chauffeur de taxi.

Lorsqu'Ivan Bounine (1870-1953) devient le premier Russe à recevoir le Prix Nobel de littérature en 1933, sa renommée rejaillit sur toute la communauté. Un des parfums les plus connus du monde fut inspiré par les effluves de la Russie. Coco Chanel rencontra Ernest Beaux lors d'un séjour sur la Côte d'Azur à Grasse, elle lui commande : « *un parfum de femme à odeur de femme* ». Le célèbre nez présenta à Chanel deux séries d'échantillons numérotés de 1 à 5 et de 20 à 24. Elle choisit, selon la légende, l'échantillon n°5. À la question « *quel nom allez-vous lui donner ?* », elle répondit : « *je lance ma collection le 5 mai, cinquième mois de l'année, laissons-lui le numéro qu'il porte et ce numéro 5 lui portera chance* ». Ernest Beaux avait été, comme son père, parfumeur à la cour de Russie et avait même dirigé en 1920 un camp de prisonniers soviétiques durant la guerre civile dans la région de Mourmansk. Les senteurs d'un lac de cette contrée au-dessus du cercle polaire l'inspira pour Chanel n° 5. Il créa également « *Cuir de Russie* » en 1927, qui revisite le thème du cuir jusque-là réservé aux hommes, dans

une veine féminine. Gammes fumées d'essence de bouleau, de tabac, enrichi de jasmin et de fleur d'oranger qui sied parfaitement aux garçonnes à cigarettes de l'époque. Que de rencontres et de fécondations : Chanel et Stravinski, Diaghilev et Nijinski, Matisse et son modèle préféré Lydia, Olga et Picasso, Anna et Modigliani, Salvador Dali et sa muse Gala Dina Vierny, inspiratrice de Maillol, qui créa un musée portant son nom. Sans parler du séjour de Lénine à Paris en 1909-1910, ou celui de tant d'autres, comme Tchékhov qui séjourna plusieurs fois en France notamment à Nice. L'émigration russe était concentrée à Paris, où Tourgueniev, ami de Flaubert et parrain littéraire de Maupassant, noua sa liaison avec Pauline Viardot.

Les épreuves de la Grande guerre et de la Révolution d'octobre

Le Président français Raymond Poincaré et son ministre, René Viviani, en voyage en Russie, sont accueillis à Cronstadt, près de Saint-Pétersbourg, par le Tsar Nicolas II au moment où se déclenchera la mécanique qui conduira à la Grande Guerre. Les deux pays confirment qu'ils s'offriront assistance militaire mutuelle en cas de conflit. Le rôle des volontaires russes dans l'armée française s'avérera important, la moitié d'entre eux périront aux combats. (« *s'ils n'avaient pas existé, la France aurait été rayée de la carte* », dira le Maréchal Foch). N'oublions pas que le Maréchal Malinovski, futur Ministre de la Défense de l'URSS, fut l'un des quelque 40 000 d'entre eux.

D'emblée les divergences d'interprétation apparaissent en France à l'égard de la « Grande révolution d'octobre » et elles ne feront que s'accroître. Alors que l'extrême-droite y verra un « complot » juif, thèse reprise en Russie après 1991 par une frange extrémiste, les uns, comme Boris Nolde ou le philosophe Nicolas Berdiaev, dans son irremplaçable *Les Sources et le sens du communisme russe 1937*, l'inscrivent dans la continuité de l'histoire russe, les autres y voient une rupture, une cassure. C'est bien entendu le Parti communiste français qui se fit le chantre de la révolution publiant, sous son égide, 34 ouvrages consacrés aux évènements entre 1917 et 1921, et entre 1924 et 1939. Parmi les voix dissidentes, seul Trotski put, grâce à son double statut d'acteur témoin et d'écrivain reconnu, voir diffuser son Histoire de la Révolution.

Normalisation franco-soviétique et solidarité durant la Grande guerre patriotique

Rôle des cultures dans la guerre, influence sur le cours révolutionnaire en Russie, autant d'aspects qui ont contribué à forger un siècle nouveau, dont les conséquences sont toujours visibles, les relations entre la France et la Russie ont traversé une zone de tempêtes, marquée par l'intervention française dans la guerre civile. Vint le temps de tourner la page : le 28 octobre 1924, presque deux ans après sa fondation, l'Union soviétique et la France ont établi des relations diplomatiques. Le 2 mai 1935, un an avant le Front populaire, Pierre Laval, Président français du Conseil des ministres, et Joseph Staline, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste d'URSS, adoptent un traité d'assistance mutuelle.

Pendant la Seconde Guerre mondiale – Grande guerre patriotique pour la Russie, le Général de Gaulle, considérant comme important que des soldats français soient présents sur tous les fronts, envisagea en 1942 d'envoyer une division mécanisée sur le front de l'Est, mais l'opposition anglaise ajoutée aux difficultés de ce projet et l'avis du général Valin, Commandant des Forces aériennes françaises libres, lui firent opter pour l'envoi d'une unité aérienne. Le représentant de l'URSS auprès du Comité national français, Bogomolov, annonça que le gouvernement soviétique accueillait avec chaleur le projet d'envoyer des aviateurs français combattre sur le front de l'Est. La création effective du groupe de chasse Normandie-Niemen n'est datée que de la fin 1942. Le premier groupe fut constitué de quatorze pilotes de chasse et de cinquante-huit mécaniciens dont le dernier survivant est âgé de 97 ans. Y étaient adjoints 17 mécaniciens soviétiques.

De Gaulle et la Russie : Détente, entente et coopération

Le chef de la France libre, le Général de Gaulle se rendit en URSS à l'hiver 1944. Ayant atterri à Bakou, le 26 novembre, c'est en train, en quatre jours, qu'il atteint Moscou. Au passage il visite la ville héros de Stalingrad. Les entretiens avec Staline et la direction soviétique se déroulèrent sur plusieurs jours. De Gaulle relate dans ses Mémoires : *d'une voix douce, il me fit son compliment :* « *Vous avez tenu bon. À la bonne heure ! J'aime avoir affaire à quelqu'un qui sache ce qu'il veut, même s'il n'entre pas dans mes vues* »[1]. Les

© Ambassade de Russie en France

Avec ses cinq clochers à bulbe traditionnels recouverts d'or mat, la cathédrale de la Sainte-Trinité de Paris est le nouveau symbole de la présence culturelle russe en France. Conçue par l'architecte français Jean-Michel Wilmotte, elle a été inaugurée en octobre 2016, soit près de dix ans après le lancement de son projet de construction. Elle est le nouveau siège du diocèse orthodoxe russe de Chersonèse.

deux pays signeront un traité d'alliance le 10 décembre 1944 qui sera dénoncé par l'URSS, en 1955, lorsque l'Allemagne fédérale sera admise dans l'OTAN.

Après être revenu au pouvoir, une fois réglée la question algérienne, le Général de Gaulle entama, le premier en Occident, une politique vis-à-vis du camp socialiste, entrée dans la postérité par le triptyque « *détente, entente, coopération* ». Il accomplit bien des pas, des gestes, qui se départissent de l'orthodoxie atlantique. Le général esquisse également sa politique de rapprochement avec l'Europe de l'Est et évoqua pour un avenir indéterminé la possibilité de création d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, formule simplifiée extraite d'une déclaration faite à Strasbourg en novembre 1959 : « *Oui, c'est l'Europe, depuis l'Atlantique jusqu' à l'Oural qui décidera de l'avenir du monde* ! ».[2] Certes, il n'éprouvait aucune sympathie pour le régime soviétique et appelait l'URSS « *la dernière et la plus grande puissance coloniale de ce temps* », mais en réaliste il savait qu'il fallait que la France établisse avec elle des rapports plus directs et réguliers.

Dans sa conférence de presse du 23 juillet 1964, il précise sa pensée : « *la répartition de l'univers entre deux camps respectivement menés par Washington et par Moscou, répond de moins en moins à la situation réelle…Pour nous, Français, il s'agit que l'Europe se fasse pour être européenne* ». Au cours de cette conférence il avait dressé un magistral panorama de la situation mondiale : « *il est clair que les choses ont changé. Les États occidentaux de notre Ancien Continent ont refait leur économie. Ils rétablissent leurs forces militaires. D'autre part, le monolithisme du monde totalitaire est en train de se disloquer. L'empire des soviets, la dernière et la plus grande puissance coloniale de ce temps, voit contester, d'abord par les Chinois la domination qu'il exerce sur d'immenses contrées de l'Asie, et s'écarter peu à peu les satellites européens, qu'il s'était, par la force, octroyés. De toutes ces données nouvelles ; il résulte que la répartition de l'univers entre deux camps, respectivement menés par Washington et par Moscou, répond de moins en moins à la situation réelle. Il apparaît que l'Europe, à condition qu'elle le* ▶▶

© Presidency of the Russian Federation

C'est à la table du célèbre chef français Alain Ducasse au restaurant Ore, que s'est achevée la visite officielle du Président Vladimir Poutine à Versailles le 29 mai 2017.

1- Mémoires, Editions de la Pléiade,2000, page 665.
2- François Bluche, Dictionnaire des Mots historiques, Editions de Fallois, 1992, page 56

Russie 2017, Regards de l'Observatoire franco-russe

Chaque année, l'Observatoire franco-russe, constitué sous l'égide de la Chambre de commerce et d'industrie France-Russie, et coprésidée par Patrick Pouyanné, Président-Directeur général du groupe Total et par Guennadi Timochenko, dirigeant de Novatek, deuxième producteur de gaz russe, publie un épais rapport aussi documenté que captivant. Mobilisant les meilleurs experts des deux pays, il dresse un état, on ne peut plus complet, de la Russie au cours de l'année écoulée.

Cette cinquième édition s'est révélée particulièrement marquante à l'aube des élections présidentielles de mars 2018 qui ont déterminé l'avenir de la Russie jusqu'en 2024. L'année 2017 était également celle où la Russie est sortie de la récession. Le PIB, qui s'était contracté de 0,5% en 2016 a repris de la vigueur à compter du début 2017, pour atteindre un rythme annuel de +1,5%, le rouble regagnant 20% par rapport aux principales devises, l'inflation à deux chiffres se réduisant à 4%, et le déficit budgétaire qui avait atteint 3,2% étant ramené à 1,2% en 2019, l'excédent commercial s'établissant à 23 milliards de dollars, un niveau stable par rapport à 2016.

Dans son avant-propos « *Russie 2017 : entre confiance et réalisme* », Hélène Carrère d'Encausse, Secrétaire perpétuelle de l'Académie française, montre que le déplacement géopolitique mondial vers l'Asie, la fin de l'hégémonie américaine avec la montée de la Chine, incontestables défis, ont été utilisé avec habileté par la Russie. Elle s'est montrée capable, avec des moyens limités, de changer la donne en Syrie, et est apparue comme le partenaire incontournable dans tout le Moyen-Orient en réunissant autour d'une même table Iran et Turquie, et en entretenant des relations suivies avec les partenaires clefs de la région : Arabie Saoudite, Israël, Égypte, Irak. En Asie, la Russie copilote avec la Chine, le groupe de Shangaï, tout en entretenant des relations étroites avec des pays préoccupés par l'ascension chinoise comme l'Inde, le Vietnam ou la Corée du Sud. Si les tensions avec l'OTAN n'ont pas diminué, surtout dans la région baltique (qui fait l'objet d'un article détaillé), elles semblent pouvoir être maitrisées dans la mesure où la situation en Ukraine a perdu de son urgence et de son acuité. Par contre, il convient de constater un échec relatif de l'action russe dans l'espace post-soviétique, bien que l'Union économique eurasiatique encore récente n'ait pas livré toutes ses promesses et que les pays d'Asie centrale ne voudront pas faire dépendre leur avenir de la seule Chine qui déploie avec vigueur ses Routes de la Soie.

Où va la Russie se demande Arnaud Dubien, Directeur de l'Observatoire franco-russe ? Maintenant qu'elle est sortie de la « crise », la principale interrogation porte sur les éventuelles réformes que le pouvoir entendra – ou pas – prendre à l'été 2018, car aucun problème de fond n'a été réglé : diversification, productivité, droits de propriété ; ce, bien que le système bancaire ait été restructuré, que l'agriculture soit parvenue à étendre la gamme de ses productions, devenant autosuffisante dans maints secteurs et la première exportatrice pour les céréales. Quelques secteurs se distinguent comme le nucléaire, devenu leader mondial pour l'exportation de réacteurs et de services. Les exportations d'armes, les deuxièmes du monde se sont maintenues à 15 milliards de dollars en 2016. Consciente

de la nécessité de se joindre aux efforts entrepris par l'OPEP, en vue de stabiliser les prix du pétrole, la Russie a réduit sa production de 300 000 barils / jour, effort qu'elle maintiendra jusqu'en mars 2018 et devrait poursuivre selon toute vraisemblance.

Quant aux équilibres politiques, ils ne devraient pas été modifiés, même si une certaine apathie s'est installée, visible par la baisse du taux de participation aux élections législatives. En revanche, le renouvellement des élites et le rajeunissement des cadres politiques en cours depuis l'été 2016, devrait s'accélérer. On le voit déjà avec le renouvellement du corps des gouverneurs qui s'accélère à l'approche des élections présidentielles. On trouvera dans ces *Regards* bien des articles susceptibles de satisfaire toutes les curiosités, sur les nouvelles technologies, le parc de Skolkovo, l'environnement, les transports, comme les problèmes sociaux et intérieurs (démographie, SIDA, état d'esprit de la société, migrations en provenance de l'Asie centrale, etc.).

Une partie entière est consacrée aux régions russes, ces « 86 sujets » si mal connus, en mettant l'accent cette fois-ci sur la bordure balte orientale, Kaliningrad, entourée de pays de l'Union européenne, sur les relations russo-norvégiennes, qui dans le Grand Nord se déclinent en maints volets : recherche d'hydrocarbures et pêche en mer de Barents, coopération interrégionale. Une étude approfondie porte sur le lac Baïkal, un des plus grands du monde, qui couvre 31 500 km² et contient 20% des réserves d'eau douce de la planète.

Une riche partie historique soigneusement illustrée évoque l'alliance franco-russe, le corps expéditionnaire russe en France durant la Première guerre mondiale, la mémoire de la Révolution. Entre la France et la Russie, après deux années difficiles les choses repartent. Les entreprises françaises continuent d'investir en Russie, comme en témoignent le grand projet Total-Novatek, de production de gaz Yamal qui a démarré fin 2017, ou Auchan qui étend son implantation. En flux, la France occupait, en 2016, la première place en termes d'investissements directs étrangers, hors offshore, et était le premier employeur étranger. Les liens culturels se développent dans tous les domaines. Dans cette optique, un nouveau départ entre Paris et Moscou, marqué par la rencontre Macron-Poutine du 29 mai 2017 à Versailles est parfaitement envisageable, avec un peu plus de curiosité, de bonne foi et d'empathie de la part des medias des deux pays, ce fond informationnel, constituant, estime Arnaud Dubien, l'un des obstacles les plus sérieux au développement normal des relations entre la France et la Russie. **EB**

veuille, est désormais appelée à jouer un rôle qui soit le sien. Sans doute convient-il qu'elle maintienne avec l'Amérique une alliance, tant que durera la menace soviétique. »

Entamé le 20 juin 1966, le voyage d'État en URSS du Président de Gaulle est le point d'orgue d'une vingtaine d'années de relations plutôt bonnes entre les deux pays, marquées par la conclusion d'un accord commercial franco-soviétique à long terme en 1964 ou encore la visite du premier cosmonaute, Youri Gagarine, au Havre, le 20 juin 1965. En pleine guerre froide, l'invasion de la Tchécoslovaquie dans la nuit du 20 au 21 août 1968, par les troupes du Pacte de Varsovie, pour mettre fin au Printemps de Prague, entraîne un refroidissement majeur des relations franco-russes. De Gaulle, en voyage officiel en Roumanie, condamne les « *hégémonies* » mais affirme que l'URSS est un « *pilier essentiel* » de l'Europe.

Les relations ont suivi leur cours dans les années suivantes et ont atteint leur rythme de croisière, traversant divers écueils comme l'intervention du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968 ou en Afghanistan. Le Général de Gaulle fit publier un communiqué condamnant la « *politique des blocs* ». « *Incident sur la route* » de la détente comme l'a qualifié le Ministre des Affaires étrangères Michel Debré. En 1985, les relations s'améliorent avec l'arrivée au pouvoir en URSS de Mikhaïl Gorbatchev qui visite officiellement la France afin d'apaiser les relations franco-soviétiques.

Les relations actuelles entre la France-Russie : entre le froid et le chaud

Les relations entre la France et la Russie contemporaine sont basées sur le traité du 7 février 1992 fondé sur la volonté des deux pays de développer de « *nouveaux rapports d'entente reposant sur la confiance, la solidarité et la coopération* ». Depuis, la base juridique des relations franco-russes s'est considérablement élargie : les deux États ont conclu plusieurs dizaines d'accords dans différents secteurs de la coopération bilatérale.

Le dialogue politique bilatéral s'est intensifié avec Jacques Chirac, russophile et russophone qui a rencontré plusieurs fois Boris Eltsine et Vladimir Poutine et a même esquissé avec ce dernier et Gerhard Schröder, une ligne s'opposant à l'intervention américaine en Irak en 2003 dont les conséquences ont gravement pesé sur l'évolution ultérieure de ce pays.

Après l'élection de Nicolas Sarkozy, qui avait porté un regard plutôt critique sur Vladimir Poutine, les relations atteignirent vite un niveau détendu et amical au moment où ce dernier cédait sa place à Dimitri Medvedev. Une série de rencontres entre les présidents Dimitri Medvedev et Nicolas Sarkozy ont donné une nouvelle impulsion aux rapports intergouvernementaux. La première eut lieu le 7 juillet 2008 dans le cadre du sommet du G8 à Tokyo. Les 12 août et le 8 septembre 2008, le Président Sarkozy a effectué deux brèves visites de travail à Moscou dans le cadre des efforts visant à régler le conflit géorgien, un moment fort pour la diplomatie française et les relations entre les deux pays.

De son côté, le Président Medvedev a visité la France à l'automne 2008 pour participer à la conférence internationale d'Evian sur la politique mondiale du 9 octobre, et au sommet Russie-Union européenne de Nice du 14 novembre. En 2009, les deux présidents se sont rencontrés dans le cadre des sommets du G20 et du G8 ainsi qu'en marge de la session de l'Assemblée générale de l'ONU.

Des rencontres entre les chefs de gouvernement des deux pays se tiennent annuellement dans le cadre de la Commission franco-russe pour les questions de coopération bilatérale, les ministres des Affaires étrangères et de le Défense se réunissaient chaque année, jusqu'en 2014, lorsque l'affaire ukrainienne a gelé ce dispositif de concertation approfondie. Pourtant, celle-ci s'est poursuivie sur bien des volets. La lutte contre les menaces terroristes et autres, un des axes prioritaires du partenariat russo-français, se développe progressivement au niveau technique et politique. En outre, les deux États coopèrent à titre de membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et d'autres organisations internationales. Ils coprésident, avec les États-Unis, la Conférence de Minsk de l'OSCE chargée du règlement du conflit du Haut-Karabagh. Le commerce russo-français s'intensifie sans trêve : ainsi sur la période 2001-2008 le volume des échanges commerciaux entre les deux parties a été multiplié par cinq. Les liens culturels franco-russes reposent sur un accord intergouvernemental

de coopération culturelle conclu le 6 février 1992. En novembre 2007, lors de la 12e séance de la commission intergouvernementale, les parties ont apposé leurs signatures respectives au bas d'un document proclamant 2010 « année croisée France-Russie » qui a donné lieu à des milliers de manifestations dans les deux pays. L'année 2017 a été celle du tourisme croisé dans les deux pays.

Le quinquennat Hollande a été marqué par des relations Paris-Moscou plutôt tendues, en raison de divergences majeures sur la guerre en Syrie, le sort d'Assad, en constituant le point central d'achoppement, et sur le dossier ukrainien depuis le rattachement de la Crimée par la Russie. Le 21 mars 2014, en pleine crise ukrainienne, le Ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian annonce l'arrêt de la coopération militaire franco-russe tandis que l'Union européenne adopte à plusieurs reprises des sanctions à l'encontre de la Russie. Malgré ces évènements, la livraison des Mistral n'a pas été annulée au début : 400 marins russes sont arrivés à Saint-Nazaire fin juin 2014 pour une formation devant durer 4 mois. Cependant, le 3 septembre 2014, la situation en Ukraine poussa le Président de la République française à suspendre la livraison des Mistral, puis à l'annuler en août 2015. L'Élysée soumettait, en effet, le contrat à deux conditions : un cessez-le-feu et un règlement politique de la crise ukrainienne. Cette situation tendit les relations diplomatiques franco-russes.

© Ambassade de Russie en France

S.E.M. Alexey Meshkov, Ambassadeur de Russie en France, participant le 15 mars 2018 à l'inauguration du Salon du Livre de Paris, dont l'invité d'honneur était la Russie. Cet évènement ouvre l'Année croisée France-Russie de la littérature qui sera marquée par des manifestations spéciales dédiées au bicentenaire de la naissance d'Ivan Tourgueniev, au centenaire de la naissance d'Alexandre Soljenitsyne, aux 150 ans de la naissance de Maxime Gorki et aux 125 ans de la naissance de Vladimir Maïakovski.

En dépit de cette conjoncture peu favorable, les autorités maintiennent un dialogue régulier au plus haut niveau, en particulier pour la résolution de la crise en Ukraine. La venue en France du Président Poutine les 5 et 6 juin 2014 à l'occasion des commémorations du Débarquement a marqué une étape importante avec la création du format d'échanges « Normandie » pour la résolution de la crise ukrainienne (France, Allemagne, Russie, Ukraine). La rencontre entre le Président Hollande et le Président Poutine le 6 décembre 2014 en Russie a constitué une avancée dans le dialogue pour la résolution de la crise, tout comme le déplacement du Président de la République à Moscou le 6 février 2015 ouvrant la voie aux négociations et à la signature du « *Paquet de mesures pour la mise en œuvre des accords de Minsk* » adopté le 12 février suivant à Minsk. Par ailleurs, les contacts politiques avaient été réguliers ces dernières années : les présidents Hollande et Poutine se sont rencontrés pour la première fois à Paris le 1er juin 2012, ainsi que leurs ministres des Affaires étrangères Laurent Fabius et Sergey Lavrov à l'occasion d'un déplacement en Europe du chef de l'État russe tandis que le Président Hollande a effectué une visite de travail à Moscou le 28 février 2013.

Le nouveau Président de la République française Emmanuel Macron a reçu le maître du Kremlin à Paris et Versailles, le 29 mai 2017, pour établir le contact avec la Russie sur des bases nouvelles, Paris n'ayant plus fait du départ du Président Assad, le préalable au règlement du conflit syrien. À Versailles, lieu qui symbolise la longue histoire des relations franco-russes, les deux leaders ont procédé à un échange de vues approfondi, ouvert et franc. Le dialogue entre les deux pays se fera, en dehors de celui mené par les canaux officiels, au sein du dialogue du Trianon, instance appelée à étendre, amplifier et élargir les activités du Dialogue franco-russe, à susciter des rencontres entre les divers acteurs de cette belle et ancienne coopération : entreprises, organismes de recherche et universités, collectivités territoriales, associations, représentants du monde de la culture et responsables politiques. Le président français a fait savoir qu'il se rendrait au Forum économique de Saint-Pétersbourg, la plus importante manifestation économique internationale se tenant en Russie.

En décembre 2017, après quatre ans de travaux intensifs, ayant mobilisé 60 000 personnes, fut lancée le premier méthanier de type brise-glace livrant le GNL (gaz naturel liquéfié). Ce projet, un des plus importants du monde est l'œuvre du consortium associant Novatek (51%), Total (20%) et deux partenaires chinois, la China National Petroleum Corporation (CNPC) à hauteur de 20% et le Fonds de la Route de la Soie pour le solde (9%). Ce projet grandiose ayant coûté 27 milliards de dollars, a associé, aux côtés de Total, Technip pour la construction du train de liquéfaction et Entrepose (filiale de Vinci) pour la construction des quatre réservoirs géants. Il produira dans un premier temps 5,5 millions de tonnes de gaz, quantité devant être portée à terme à 16,5 millions de tonnes. La première cargaison a été chargée sur le méthanier de type brise glace, portant le nom de Christophe de Margerie, l'ancien Président-Directeur général de Total, à l'origine du projet du côté français ; un navire sans précédent, long de 300 mètres capable de transporter 172 600 m³ et de briser des glaces d'une épaisseur de 2,10 mètres.

À quelques semaines de la coupe du monde de football qui se déroulera de mai à juin 2018 dans onze villes russes, gageons que nos équipes ne manqueront pas ce grand rendez-vous populaire. Au-delà des vicissitudes de l'actualité et de la brusque montée des tensions suscitée par l'affaire Skripal, c'est le maintien d'un dialogue ouvert qui apparaît plus nécessaire que jamais comme l'envisage le Président Macron lors de son déplacement prévu fin mai à Moscou et à Saint-Pétersbourg.

Une **diplomatie russe** au **cœur** des **enjeux internationaux**

« Le Conseil de l'Europe reste une plateforme sans autres alternatives »

Par S.E.M. Ivan SOLTANOVSKI,
Ambassadeur, Représentant permanent de la Russie auprès du Conseil de l'Europe

En 2016, nous avons célébré le 20e anniversaire de la participation de la Russie au Conseil de l'Europe. Cette période est caractérisée par une multitude de réalisations. Nous avons réussi à nous approprier de façon efficace l'expérience d'autres pays dans la régulation de différents domaines. Et il n'est pas exagéré d'affirmer que les résultats de la participation de la Russie au Conseil de l'Europe ont été profitables à la majorité de nos concitoyens. La signature par la Fédération de Russie de plus de 60 conventions et protocoles de cette organisation a déjà abouti à des changements dans la législation russe répondant aux intérêts nationaux dans un large spectre de domaines : de la lutte contre le terrorisme à la lutte contre le dopage.

La coopération dans le cadre du Conseil de l'Europe reste une orientation prioritaire de la politique extérieure de la Fédération de Russie. Dans le cadre de cette organisation, la Russie participe à la construction d'un espace juridique européen commun qui deviendra l'un des composants d'un espace économique, juridique et humanitaire allant de Vladivostok jusqu'à Lisbonne. Je suis convaincu que la mise en place d'une coopération d'un tel format permettra d'instaurer des relations constructives mutuellement avantageuses à long terme entre la Russie et l'Occident européen.

Toutefois, le principal problème de l'activité actuelle au sein du Conseil de l'Europe, réside à mon sens dans l'érosion de ses bases conceptuelles en tant qu'organe impartial appelé à défendre la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit. Malheureusement, cette plateforme est utilisée par certaines délégations comme un instrument de satisfaction de leurs propres ambitions et de règlements de comptes politiques. En conséquence, nous sommes confrontés à des illustrations d'une approche faisant prévaloir le principe de « deux poids, deux mesures ». De notre côté, nous nous positionnons en faveur d'un traitement égalitaire de tous les membres du Conseil de l'Europe, et du refus de « la présomption d'innocence » existante, pratiquée parfois à l'égard de certains États membres de l'organisation lorsqu'on ferme les yeux sur les violations des droits de l'homme, par exemple, du droit à l'éducation dans la langue maternelle.

Il en va de même avec la privation d'un certain nombre de pouvoirs que l'on impose à la délégation de la Fédération de Russie au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Ce qui s'est, en fait, révélée être une tentative de faire taire les représentants russes proposant des opinions différentes de celles du « *mainstream* » occidental sur l'actuel ordre du monde et sur les processus globaux. Il est peu probable qu'une telle approche corresponde aux principes de la démocratie et des droits de l'homme : le droit inconditionnel à la participation à l'APCE est prévu par les Statuts de l'organisation et les parlementaires russes n'ont pas obtenu leur mandat de la part du Conseil de l'Europe, mais de l'expression de la volonté du peuple de la Fédération de Russie.

Certains agissements sur la plate-forme européenne ne peuvent pas ne pas susciter de préoccupation et peuvent être perçus comme une atteinte aux principes de l'égalité souveraine des États, comme une atteinte à l'approche quand les pays adhèrent au Conseil de l'Europe dans leur statut national et non pas dans le statut d'autres organisations internationales. Je suis convaincu que les États portent une responsabilité personnelle pour l'observation des droits de l'homme sur leur territoire et, dans cette question, la caution solidaire n'a pas de place.

L'avenir du Conseil de l'Europe nous préoccupe extrêmement. Nous voudrions que le Conseil de l'Europe devienne réellement une plateforme unificatrice pour un dialogue égalitaire et objectif entre tous les pays de l'Europe pour les questions relatives à la coopération juridique, à la démocratie et aux droits de l'homme.

En exprimant sa préoccupation pour l'avenir de l'organisation, la Fédération de Russie a décidé de suspendre en 2017 le versement de sa contribution nationale au budget du Conseil de l'Europe. En même temps, notre pays est ouvert au dialogue et continue sa coopération complète au sein du Conseil de l'Europe. Malgré les phénomènes actuels de crise, nous considérons le Conseil de l'Europe comme une plateforme sans autres alternatives pour les contacts. Je suis sûr que la fin de ce dialogue ne serait profitable à personne.

© Ria Novosti / Anton Denisov

Fondée en 1703 par le Tsar Pierre le Grand, Saint-Pétersbourg demeure « la fenêtre de la Russie sur l'Europe ».

« Russie-UNESCO : 64 ans de coopération fructueuse

Par S.E.M. Alexander KUZNETSOV,
Ambassadeur, Délégué permanent de la Russie auprès de l'UNESCO

Il y a trois ans, en 2015, nous avons célébré le 70e anniversaire de la Grande Victoire lors la Deuxième guerre mondiale contre le nazisme et de la création de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). 2019 marquera le 65e anniversaire de l'adhésion de la Russie à l'UNESCO, ainsi que de son attachement aux valeurs et aux idéaux de l'Organisation, dont le but fondamental est la construction de la paix à travers la coopération humaine internationale.

Au cours de ce long chemin, notre collaboration a apporté une contribution importante à la protection du patrimoine mondial ainsi qu'à la réalisation d'autres missions de l'UNESCO dans ses domaines de compétence. Fort de sa diversité culturelle et de sa tradition de coexistence pacifique entre ses différents peuples et confessions, la Russie a partagé sa riche expérience en matière de dialogue et de rapprochement entre les cultures. Elle a signé les principales conventions de l'UNESCO et s'est engagée dans la majorité des programmes qu'elle a lancé. Aussi, est-il impossible d'imaginer la mise en œuvre de *L'Éducation pour tous*, *L'Information pour tous*, *L'Homme et la biosphère* et de plusieurs autres projets dans tous les secteurs de l'Organisation sans la participation de notre pays.

Dans le contexte actuel, et tenant compte des difficultés qui le caractérisent résultant des turbulences accrues que connaît le monde, la Russie demeure un des membres les plus fidèles et les plus actifs de l'UNESCO. J'oserais dire : un de ses piliers les plus sûrs.

Elle est à l'avant-garde de la protection des journalistes contre la violence et de la lutte contre l'extrémisme et le radicalisme, des actions pour la protection du patrimoine culturel et des initiatives pour la restauration des sites vandalisés par les terroristes. En témoigne ses efforts concernant le déminage et la restauration de la ville historique de Palmyre, perle de la Syrie.

En même temps, l'UNESCO est en Russie l'institution la plus réputée parmi les agences des Nations unies. Nous comptons plus de 60 chaires UNESCO et 300 écoles associées à l'Organisation. Plus de 40 parcs naturels du pays font partie du réseau des réserves de biosphère. La Fédération de Russie compte 18 biens culturels et 11 sites naturels inscrits sur la liste du patrimoine mondial. Des dizaines de festivals et de forums se déroulent sous le patronage de l'UNESCO.

Plusieurs évènements dans le cadre des activités de l'Organisation sont hébergés par la Russie. En décembre de 2015, Saint-Pétersbourg a accueilli les « sages du monde », autrement dit les membres du Conseil consultatif scientifique des Nations unies. En juillet de 2017, à Kazan, s'est tenue avec succès la 6e Conférence internationale des Ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS). Et nous attendons la 7e Journée internationale du Jazz qui aura lieu le 30 avril prochain à Saint-Pétersbourg, ville désignée comme Capitale du jazz 2018.

© A. Butorin

En 2017, les paysages de la Dauria, région partagée entre la Russie et la Mongolie, ont été inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO, pour la variété de leurs écosystèmes steppiques.

© Ria Novosti / Anton Denisov

Ville hôte de la Coupe du monde de football, Kazan est la capitale de la République du Tatarstan et un centre universitaire et industriel majeur de la Fédération de Russie. Son Kremlin, conquis par Ivan le Terrible en 1552 figure sur la Liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO.

Quant aux manifestations culturelles que la Russie organise en différentes occasions au siège de l'UNESCO, elles se déroulent toujours avec un grand succès. En mars 2017, le légendaire Ballet d'Igor Moisseiev a eu l'honneur d'être le premier sur la scène rénovée de la grande salle du siège pour célébrer le 80e anniversaire de sa création.

En 2017, l'UNESCO a élu sa nouvelle Directrice générale, Mme Audrey Azoulay. La Russie lui a exprimé sa volonté d'approfondir la coopération avec l'agence. Deux semaines après sa prise de fonctions, le 4 décembre 2017, Mme Azoulay a adressé son message aux participants de la Journée internationale des personnes handicapées, organisée en étroit partenariat avec la Russie au siège de l'UNESCO. Nous avons pu partager nos acquis dans le domaine des arts inclusifs à travers plusieurs évènements : une table ronde comptant des intervenants de haut niveau, la version française de la performance théâtrale *In Touch*, co-produite par le Théâtre des Nations à Moscou, ainsi que le Concert de gala de Zara, Artiste de l'UNESCO pour la paix, avec la participation d'artistes handicapés, dont Jane Constance, Artiste de l'UNESCO pour la paix de Maurice et la chanteuse Julya Samoylova.

Chaque année, en association avec l'Organisation, nous célébrons les anniversaires des représentants illustres et mondialement connus de notre histoire. 2018 marque les bicentenaires d'Ivan Tourgueniev et de Marius Petipa, dont les noms et les vies sont inséparables des patrimoines culturels de la Russie et de la France, et nous espérons pouvoir organiser de belles manifestations pour faire honneur à ces anniversaires.

Face aux grands défis du monde actuel, l'UNESCO est plus que jamais demandée. Nous sommes persuadés que malgré toutes les difficultés auxquelles notre Organisation est confrontée, elle est capable de renforcer la compréhension mutuelle entre les peuples, les cultures et les religions, ainsi que de protéger la diversité et les valeurs morales de l'humanité afin de construire la paix et d'assurer le développement durable de notre planète.

Abonnez-vous pour un an

Subscribe for one year

LA LETTRE DIPLOMATIQUE
THE DIPLOMATIC LETTER

54bis, rue Louis Rouquier - 92300 Levallois-Perret - France

Prix au N°/ Unit Rate per issue: ..... **19 €**

Prix (Un an/4 numéros) / Price (One year / 4 issues)

☐ **France et Union européenne** ..... **76 €**

☐ **Autres pays d'Europe et Outre-mer** ..... **92 €**

☐ **Afrique/Asie et autres** ..... **107 €**

T.V.A. incluse 20 % / Included V.A.T 20 %

Bulletin d'abonnement / Subscription form

Mme, Melle, M. / Mrs, Ms, Mr : .....

Nom / Name : .....

Prénom / First Name : .....

Institution / company : .....

Adresse / Address : .....

Code Postal / ZIP Code : .....

Ville / City : .....

Pays / Country : .....

Courriel / Email : .....

Profession / Occupation : .....

Souscrit un abonnement à La Lettre Diplomatique (Un an / 4 numéros) à partir du N° : ____

Subscribe to The Diplomatic Letter (One year / 4 issues) from issue : ____

Le règlement doit être effectué à l'ordre de / Payment should be made to :

V.F.C. – LA LETTRE DIPLOMATIQUE
54 bis, rue Louis Rouquier
92300 Levallois-Perret – France
Tél. : 33 1 40 89 23 23 – Fax : 33 1 47 58 80 95
E-mail : vfc.group@wanadoo.fr
Site : www.lalettrediplomatique.fr

Signature, date et cachet /
signature, date and stamp :